

Affaire Birama Touré : Le parquet a demandé la nullité de la plainte de Karim Keïta contre Arnaud Froger

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 19 DECEMBRE 2024

1696

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Série

Le retour de Donald Trump (2^{ème} partie)



Sommet de la CEDEAO à Abuja : Les Chefs d'État se penchent sur les enjeux régionaux



Ministère des Transports... : Début des travaux d'aménagement de la route nationale n°07 (RN7)

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*



CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux

- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires

- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie

P.13



P.16



P.22



Une /



Série : le retour de Donald Trump (2ème partie)

P.4

Brèves /



Ministère des Transports et des Infrastructures : Début des travaux d'aménagement de la route nationale n°07 (RN7)
 Libération des onze (11) responsables politiques : La classe politique malienne salue ce geste salutaire et demande la libération de tous les détenus politiques.¹⁶
 Retrait des Pays de l'Alliance des États du Sahel de la CEDEAO : Impact Limité sur le Commerce avec la Côte d'Ivoire
 Ambassadrice Linda Thomas-Greenfield sur les VBG: "La voix des survivantes est essentielle"
 Réunion du Cadre de Concertation National entre le Gouvernement et la Société Civile : Vers un Dialogue Renforcé et une Collaboration Inclusive

P.16

P.16

P.17

P.18

P.18

Actualité /



Lutte contre la corruption au Mali : Un tournant décisif dans la gouvernance transparente
 États généraux de la santé au Mali : Des anciens Ministres apportent leur contribution
 La Première Édition du "Bazar Diplomatique" à Bamako : Un évènement marqué par des expositions et des échanges fructueux entre les participants
 Affaire Birama Touré : Le parquet a demandé la nullité de la plainte de Karim Keïta contre Arnaud Froger
 Café des Droits de l'Homme La leçon magistrale du Ministre Kassogué sur l'impact de la corruption

P.21

P.23

P.25

P.27

P.29

Politique /



Sommet de la CEDEAO à Abuja : Les Chefs d'État se penchent sur les enjeux régionaux
 Union contre la menace des militaires au pouvoir : Réaction du Premier ministre Maïga Sekou Niame Bathily, porte-parole du RPM : "L'approche du nouveau PM rassure"
 Retrait de la licence de Joliba TV par la HAC : le vrai enjeu

P.33

P.39

P.40

P.42

Culture & société /



13ème édition du Salon International de l'Artisanat pour la Femme : Une délégation du Mali à Niamey

P.45

International /



Coopération Chine-Afrique : Décryptage de trois journalistes africains
 Maire de Houdan : Prêt à apprendre la gestion de l'urbanisation en Chine

P.46

P.48

Sport /



FÉMAFOOT : Formation d'une cinquantaine d'entraîneurs

P.49

avis

En raison d'une panne technique, le journal numérique Malikilé a été contraint de suspendre ses publications pendant quelques jours. Nous reprenons ce matin avec ce numéro enrichi que nous vous recommandons vivement. L'équipe éditoriale de votre journal en ligne vous présente ses excuses pour les désagréments causés et vous remercie pour votre fidélité. La rédaction

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



SERIE LE RETOUR DE DONALD TRUMP (2ÈME PARTIE)

Dans notre précédent numéro 1694 du 6 décembre 2024, le Dr. Hamed Sow nous a livré son analyse sur le SYSTEME ELECTORAL DES ETATS-UNIS ET SUR LES RESULTATS DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DU 5 NOVEMBRE 2023.

Dans le présent, il aborde le point 2 de la Série :

L'EXPLICATION FACTUELLE ET LES CAUSES DE LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP

LES ARGUMENTS FACTUELS DE LA DEFAITE DE KAMALA HARRIS

MAKILE :

Monsieur le Ministre, vous nous avez édifié, dans notre édition n°1694 du 6 décembre 2024 sur le Système électoral des Etats-Unis, les Résultats de l'élection présidentielle et l'actuelle Sociologie électorale des USA. Au-delà de ces constats, qu'est-ce qui explique la large victoire de Donald Trump, alors que les derniers sondages donnaient les candidats au coude à coude, avec parfois même une légère avance à Kamala Harris?

Dr. Hamed Sow

Ce n'est la 1ère fois que les instituts de sondages se plantent aux Etats-Unis. En 2016, tous les sondages donnaient Hilary Clinton largement victorieuse ; et c'est finalement Donald Trump qui l'avait emporté. Idem en 2012, où malgré les sondages favorables à Mitt

Romney, c'est Barack Obama qui a été réélu. **Il faut bien avoir présent à l'esprit que les sondages ne sont pas des outils de prédilection, mais simplement la photocopie figée d'une situation à un instant T donné.**

Alors pourquoi Kamala Harris a perdu pour revenir à votre question ? **Le succès a de nombreux pères, l'échec n'a que sa mère.** Pour certains, la raison est simple : les Américains ne sont pas encore prêts à voter pour une femme, à fortiori une femme noire. Cette réponse relève beaucoup plus de l'affirmation que de la démonstration. Aux Etats-Unis, depuis les années 1980, les femmes ont toujours plus voté que les hommes, dans de proportions minimum de 53% contre 47%. Ce n'est donc pas une question de sexe. Par ailleurs, l'élection de Barack Obama à la Présidence en 2008 et sa réélection en 2012, ainsi que les

hautes charges occupées afro-américains comme gouverneurs, sénateurs, parlementaires, maires, procureurs, présidents/ directeurs dans l'administration et de grandes universités, hauts gradés des forces de défense et de sécurité, chefs d'entreprises ... prouvent que la question raciale n'est pas un plafond de verre aux Etats-Unis. Toutefois, la question ne peut pas être exclue auprès de la base électorale de Donald Trump, notamment en ce qui concerne les suprématistes blancs et les extrémistes religieux.

Bien d'autres raisons, plus élaborées, ont été évoquées par « les spécialistes » des médias pour expliquer la défaite de la vice-présidente de Biden. Parmi elles, brochons les 10 qui sont les plus souvent martelées :

1. Joe Biden a mis trop de temps avant de se désister, laissant peu de temps à Kamala Harris de battre campagne : tout juste un peu plus de 100 jours.

Je pense que c'est un mauvais procès. De son débat calamiteux du 27 juin 2024 face à Donald Trump sur CNN et à la suite du lâchage des caciques du Parti Démocrate, Joe Biden a mis 3 semaines et 3 jours pour se désister, le 21 juillet 2024.

2. Kamala Harris n'a pas suffisamment défendu le bon bilan (notamment économique) de Biden. Bien au contraire, elle sait démarquer du Président sortant en déclarant que sa présidence serait différente, avec un nouveau programme et une nouvelle génération.

Personnellement, je trouve cette position logique, à une nuance importante près sur laquelle je reviendrais.

3. Kamala Harris est restée trop passive face aux attaques, aux insultes de Donald Trump.

Je pense qu'elle a voulu éviter de tomber dans le piège de l'invective, en prenant une posture présidentielle. Avec le recul, je ne pense pas que c'était la meilleure attitude.

4. Kamala Harris n'a pas condamné fermement les attaques génocidaires de Benjamin Netanyahu sur Gaza. Au contraire, elle a déclaré son soutien indéfectible à Israël, en évoquant timidement qu'il faudrait aussi un Etat pour les Palestiniens. Cette posture lui a coûté les votes des électeurs arabophones, notamment

dans certains Etats-Clés tels que le Michigan (plus de 300.000 inscrits).

L'exercice était difficile pour elle. D'abord, il fallait aussi penser aux 600.000 électeurs américains résidant en Israël et pour lesquels la sécurité de leurs pays de résidence prime avant tout. Ensuite, le vote juif est plus important que celui des Arabes aux USA, notamment dans les Etats-Clés (3,5% en Pennsylvanie, 3% dans l'Arizona, de 1 à 2% dans les autres) dans lesquels tous les prévisionnistes disaient que l'élection se jouerait dans un mouchoir de poche. **La justesse d'une cause n'est pas forcément un bon produit électoral.**

5. Kamala Harris n'a pas su séduire (faire rêver disent certains communicants) la classe moyenne (soit un Américain sur deux) par son programme économique. Même si celui-ci consiste justement à aider cette catégorie sociale à travers les principales mesures suivantes :

- sur le logement : construction de 3 millions de logements, apport jusqu'à 25.000 dollars pour les acheteurs d'une 1ère maison,
- l'enfance : jusqu'à 6.000 dollars d'allègement fiscal aux familles à revenu moyen et faible pour leur 1er enfant,
- les petites entreprises : économie d'opportunités avec des exonérations et des facilités aux financements pour permettre à ceux qui se sentent capables de lancer leurs propres businesses,
- les produits alimentaires et médicaux : contrôle des prix de certains produits et médicaux, distribution de bons d'achat, application de lourdes amendes à certains distributeurs qui abusent de leur position pour appliquer des prix excessifs,
- Harris propose également de ne pas augmenter les impôts des Américains gagnant jusqu'à 400.000 dollars, tout en veillant à ce que les personnes les plus aisées et les grandes entreprises paient davantage.
- Au-delà, Harris compte poursuivre les « Bidenomics » en modernisant les industries traditionnelles et en renforçant les filières innovantes.

Les critiques mettent l'accent sur le coût énorme du programme de Harris. Selon certains instituts, tels que le Committee for a Responsible Federal Budget, le Programme de

Logement de Kamala Harris pourrait coûter jusqu'à 100 milliards de dollars au Budget Fédéral.

Par ailleurs, certains analystes pro-Trump soulignent l'absence de position claire de la candidate démocrate sur l'énergie (notamment l'exploitation massive du gaz de schistes bitumeux par fracturation hydraulique), mais aussi sur les restrictions sur les échanges avec la Chine, notamment sur les technologies avancées telles que les micro-processeurs.

Toutes ces critiques sont discutables. Tandis que les experts des médias demandent à Kamala Harris de justifier son programme, pas un mot sur celui de Donald Trump. Qui se résume à une baisse d'impôts sans précédent pour les riches et les grandes entreprises (économie de l'offre) et une surtaxation des produits importés, de 10% à 20% pour les « amis » de l'UE, du Japon et de la Corée du Sud..., et jusqu'à 60% sur certains produits chinois tels que les véhicules électriques (Elon Musk appréciera). Le programme de logement de M. Trump se limite à récupérer les logements abandonnés par les migrants expulsés et les remettre aux vrais Américains. Trump promet aussi de réduire de moitié les prix du carburant et de l'énergie domestique en surexploitant les réserves de gaz de schistes. Le programme Trump selon Harris pourrait coûter à chaque ménage américain plus de 35.000 USD par an.

Le point commun entre ces deux programmes (augmenter les dépenses, diminuer les recettes) est qu'ils sont tous deux de nature à augmenter la dette abyssale des Etats-Unis, qui atteindra 35,8 billions (35 800 000 000 000) de dollars en octobre 2024, soit 125% du PIB (contre 81,7% pour la zone euro, 112% pour la France). Il est vrai que c'est le reste du monde qui finance largement le déficit des Etats-Unis à travers l'utilisation du billet vert comme monnaie des échanges internationaux. Un privilège inique qui dure depuis la fin de la seconde guerre mondiale en 1945 et que les BRICS cherchent à casser aujourd'hui.

6. Le programme de Trump sur l'immigration a séduit plus de 60% des Américains. Pour le populiste Trump, l'Amérique est envahie par une horde d'immigrés clandestins, voleurs, violeurs, toxicomanes et même mangeurs de chiens et de chats, faisant allusions aux mi-

grants (légaux) haïtiens de Springfield, dont il a pourri la vie. Lui président, il donnera immédiatement l'ordre à toutes les forces fédérales de jeter dehors tous les 11 millions de clandestins. Aucun policier ne sera plus poursuivi sous son administration pour avoir libéré l'Amérique des envahisseurs. Ces promesses racistes et xénophobes ont fait mouche auprès de très nombreux électeurs, y compris chez certaines minorités, notamment les latinos.

7. Trump a su partiellement escamoter le débat sur l'avortement durant la campagne. Ce sont pourtant les trois juges qu'il a nommés qui ont permis en juin 2022 à la Cour Suprême d'annuler l'arrêt Roe vs Wade (qui garantissait depuis 1973 le droit d'avorter sur tout le territoire des USA), laissant ainsi à chaque Etat la liberté de déterminer sa propre politique sur l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Actuellement une dizaine d'Etats ont interdit l'avortement, obligeant des cliniques à fermer ou à déménager. Sont notamment concernés le Texas, la Louisiane ou encore le Mississippi, qui ne prévoient aucune exception, même en cas de viol ou d'inceste

8. Les deux attentats ratés contre Trump ont galvanisé ses électeurs, dont les plus radicaux (les extrémistes nationalistes chrétiens et les suprématistes blancs) voient un lui le nouveau messie. Pour autant, pour le miraculé Trump, il n'est pas question d'envisager le moindre contrôle des armes, y comprises celles avec lesquelles des tueries de masse sont fréquemment faites. Bien au contraire, il faut permettre à chaque américain de se défendre contre les agresseurs. Il faut « bunkeriser » les écoles et les résidences. Encore une fois, ce sont les étrangers qui sont derrière tous les trafics d'armes pour fournir les jeunes américains. A mon avis, sur ce thème, Kamala Harris a manqué de courage en ne se démarquant clairement pas de Trump. Elle est allée jusqu'à dire qu'elle possède une arme chez elle. Une petite leçon de stratégie politique : éviter d'aller chasser sur un terrain où l'adversaire est fort. **Les électeurs préfèrent toujours l'original à la copie.**

9. Trump a bénéficié d'un traitement de faveur des médias. Les graves affaires judiciaires de Donald Trump, les mensonges répétés de ce vieillard de 78 ans, ses formules à l'emporte pièces en lieu et place de programme électo-

ral, les insultes à l'endroit de son adversaire... auraient carbonisés tout autre homme politique aux Etats-Unis. Il y a là un phénomène qui sort de la logique : tout semble permis à celui que les Américains viennent de porter au pouvoir pour encore quatre longues années.

10. Biden et Harris ont trop vite légitimé Trump, en concédant rapidement la défaite. Cette large victoire de Trump, déjouant tous les sondages, reste suspect aux yeux de certains Démocrates et même selon certaines « officines ». Ils avouent n'avoir aucune preuve, mais reste convaincus qu'il a pu « se passer quelle chose entre le matin et l'après-midi du jour de l'élection du 5 novembre 2024 ». Même le « Nostradamus » de la prédilection des élections aux Etats-Unis, Allan Lichtman qui a prédit 9 élections sur 10 au cours des 40 dernières années, s'est lourdement planté. L'analyse du Wall Street Journal sur la dernière ligne droite, la baisse des actions de la société Trump Media & Technology Group (introduit à la Nasdaq sous l'appellation DJT) et dont la cotation a été arrêtée le jour de l'élection pour éviter son effondrement total, sont des facteurs interrogatifs sur cette facile victoire du Républicain. Le futur, probablement lointain, nous le dira, si Dieu nous prête longue vie.

Pour moi, il faut quelque peu relativiser ce triomphe de Trump. Il est vrai que ce dernier a eu plus de voix qu'aucun candidat républicain n'a jamais atteint avant lui : 75 millions d'électeurs. Il est aussi vrai que Trump a progressé dans la quasi-totalité des Etats (y compris démocrates) et auprès de toutes les classes sociales (à l'exception des électeurs Afro-Américains), mais pour autant il n'a recueilli que 49% du vote des Américains, donc moins de la majorité de 50%

Bien sûr, il est possible d'évoquer bien d'autres raisons qui expliqueraient la victoire de Donald Trump. Au-delà des explications factuelles, approfondissons la réflexion.

LES RAISONS PROFONDES DE LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP

De mon point de vue, il y a fondamentalement une raison conjoncturelle et deux changements structurels de la société américaine qui expliquent la victoire de Donald Trump. **Je**

tiens à préciser qu'à ce niveau j'explique les faits et j'avance les raisons, sans pour autant les approuver.

La réalité et la perception de la réalité économique

Il y'a d'abord la perception de la réalité économique. « **Les Américains votent toujours avec leurs portefeuilles dans la tête** ». De tous les thèmes de la campagne, l'Economie est le 1er facteur déterminant de la décision de vote des électeurs.

Il se trouve que **l'économie américaine se porte bien**. La stratégie du Président Biden, fondée sur des investissements publics massifs (**Build Back Better Plan**), le soutien aux industries vertes, des hausses d'impôts pour les populations aisées, a porté ses fruits. Durant le mandat du Biden, l'emploi a bondi de 12%, le salaire moyen de 19%, le taux de chômage est tombé à 4,1% de la population active, proche de son plus bas niveau historique. En septembre dernier, les Etats-Unis ont créé 254.000 emplois. L'inflation, qui a été déclenchée par la pandémie du Covid et la guerre en Ukraine et atteint un pic de 9%, a été finalement maîtrisée. Elle a été de 3% en juin 2024, la FED (Banque Centrale des USA) table sur un taux de 2,8% au second semestre de 2024. Le PIB (Produit Intérieur Brut : 27,36 billions USD en 2023) par habitant, en Parité du Pouvoir d'Achat, est actuellement le plus élevé des pays développés. La croissance économique réelle sera de 2,8% en 2024, selon le FMI (Fond Monétaire International), après celle de 2023 qui était de 2,5%.

Fort de ces bons indices, la FED reste assez confiante. Son Président, **Jerome Powell** juge que « la performance économique de son pays est de loin la meilleure de toutes les grandes économies du monde ». et n'envisage pas une baisse sensible de son taux directeur, qui se situe actuellement dans la fourchette de 4,50 à 4,75%. La prochaine réunion de la Fed aura lieu les 17 et 18 décembre 2024, et une nouvelle baisse d'un quart de point est attendue par les acteurs du marché, selon l'outil de CME Group. Dans cet optimisme ambiant, après l'effondrement de l'indice Nikkei du Japon, le 5 août 2024 et son impact sur toutes les places financières, les bourses américaines se maintiennent bien, aussi bien le Dow Jones, le Standard & Poor que la Nasdaq.

Tentes des sans-abris à Los Angeles, plus grande ville de la Californie, la 6ème puissance économique du Monde



Il y a plus de 40 millions de pauvres aux Etats-Unis, (soit plus de 11,5%) sur une population totale de 334,9 millions en 2023, 345,4 estimation 2024) Beaucoup de ces populations survivent grâce à l'accès au Food Stamp (Tickets Alimentaires) Selon une analyse du Wall Street Journal, au moins 550.000 personnes ont été déclarées sans domicile aux Etats-Unis en janvier 2024, soit 10% de plus que le même mois en 2023.

Bien que l'économie américaine ait mieux performé en moyenne par rapport à la plupart de celles des autres grands pays, nombreux sont ceux qui n'ont pas profité de ces gains. **Les statistiques globales cachent le fait que la répartition des richesses varie considérablement selon les classes sociales.** Selon les comptes de distribution de la FED, les niveaux de richesse nette réelle des populations à faibles revenus sont moins bons qu'en 2019, bien que les cinq dernières années aient été une aubaine pour les individus les plus fortunés.

Le langage ésotérique de nous autres économistes, n' a pas de sens pour l'électeur moyen américain, ou autre. L'Américain moyen ne connaît que trois chiffres : le nombre de dollars amassés en fin de semaine, le prix des produits dans le caddy durant le week-end et celui du carburant à la pompe. Et c'est à ce niveau que ce trouve une des raisons réelles de la défaite de Kamala Harris. Un grand nombre des Américains pensent que le « Pays val mal, qu'ils ont du mal à s'en sortir, que les prix des aliments, des médicaments, de l'essence ont grimpé à tels points que beaucoup d'entre eux ont dû changer leurs habitudes alimentaires, rationaliser leurs déplacements, que beaucoup d'autres ont été contraints d'adopter le Fentanyl comme le médicament préventif et/ou curatif de toute maladie. Cette drogue de synthèse, aux effets hyper puissants et peu onéreux (5 dollars le cachet), avait déjà tué plus de 500.000 personnes aux USA en avril 2024 (soit 1 mort toutes les 7 minutes) et a transformé des millions de personnes en « loques humaines »,

jonchant les artères des centres urbains. Bref, le Mal Vivre a progressé dans le Pays de l'Oncle Sam. Ce qui n'était pas le cas « au bon temps de Trump » avant le COVID, selon la propagande des Républicains. Tout est là : Trump, grâce à ses discours mensongers d'hier et d'aujourd'hui, à ses matraquages répétitifs de promesses démagogiques... a fini par gagner la bataille de la perception du « mieux à venir » ; il est la solution aux problèmes économiques, celle du pouvoir d'achat et des prix à la consommation. En définitive, **ce n'est pas la réalité qui compte dans une élection, c'est sa perception par les électeurs, qui est déterminante.**

L'illusion de la vertu en politique

A mon avis, les Démocrates ont commis « deux grands pêchés » après la victoire de Joe Biden en 2020 : la surévaluation de la raison chez les électeurs et la sous-estimation de la manipulation de masse par les médias sociaux favorables aux Républicains.

1. En s'installant le 20 janvier 2020 à la Maison Blanche, le 46ème Président des Etats-Unis avait deux options. La première était « d'en finir avec Trump » après **la tentative du coup d'Etat du 6 janvier 2020.** En incitant ses supporters les plus extrémistes à attaquer le Capitole (le symbole de la Démocratie américaine), Joe Biden avait l'arme juridique pour briser définitivement la carrière de Donald Trump. Il aurait fallu demander à son Ministre de la Justice, Merrick Garland (ancien Président de la Cour d'Appel de Washington) d'accélérer l'enquête du Procureur spécial **Jack Smith** et

de publier son rapport. La publication de ce rapport accablant allait pousser la juge fédérale Tanya Chutkan d'inculper, de juger et fort probablement de condamner Donald Trump. Certes, le 3ème Pouvoir, la Justice est indépendante aux USA, mais les Procureurs et les Juges fédéraux sont aussi sensibles à l'opinion publique. Or toutes les enquêtes d'opinion ont montré que plus de 4 Américains sur 5 ont condamné l'attaque du Capitole, le 6 janvier 2020 par les partisans de Trump. Durant le mandat de Biden, Donald Trump a été confronté à trois autres graves affaires judiciaires : **(a) celle des documents confidentiels retrouvés dans ses résidences privées,** notamment en Mar-a-Lago à Palm Beach ; **(b) celle de la tentative de retournement du résultat de l'élection présidentielle de 2020 dans l'Etat de Géorgie et surtout (c) celle des paiements secrets versés à l'actrice porno Stormy Daniels,** dans laquelle il a déjà été condamné par la justice pénale pour « falsification de documents comptables » ainsi que 33 autres chefs d'accusation par un jury populaire de New-York. Les Démocrates, faisant preuve d'une naïveté incroyable, ont laissé les avocats de Donald Trump jouer la montre, parfois en invoquant des arguments pouvant être balayés par un étudiant en 1ère année de droit public. Le « vertueux » Joe Biden, celui qui a laissé la justice « suivre son cours normal » voit aujourd'hui impuissant Donald Trump nommer son ancienne avocate Pam Bondi comme Ministre de la Justice et ses actuels trois principaux avocats, (Todd Blanche, Emil Bove et John Sauer) n°2, n°3 et n°4 du Département de la Justice. Et cela, après avoir

tenté de placer le sulfureux Matt Gaetz au poste de Ministre de la Justice, qui est empêtré dans une affaire de relation sexuelle avec mineure et de consommation de drogue, et qui face à la levée de boucliers (y compris dans le propre camp de Trump) a fini par jeter l'éponge. (voir chapitre sur « l'Equipe d'Enfer »)

Toutes les affaires judiciaires contre Donald Trump seront suspendues durant son prochain mandat, en conformité avec une tradition vieille de 50 ans aux Etats-Unis. Au-delà, le procureur Jack Smith a dû prendre au sérieux la menace de Donald Trump en direct sur Fox New de « l'électrocuter » dès sa prise de fonction, le 20 janvier 2025.

Joe (comme dirait ses intimes), voyez-vous : **la vertu politique n'est plus payante dans l'Amérique fragmentée, antagonique, prise dans la tourmente du doute de sa grandeur en perte de vitesse.**

2. Or c'est justement par la Vertu, la 2ème option que Joe Biden avait choisie pour gagner

en 2024. Pour le Vieux Président Démocrate (pour son âge, sa durée dans la politique et par respect de sa posture de défenseur constant des minorités), Donald Trump a été un accident de la vie politique des Etats-Unis. Avec ses décisions incohérentes sur les grands dossiers internes et internationaux, sa gestion catastrophique du COVID, sa tentative du Coup d'Etat du 6 janvier 2020, il faudrait montrer aux Américains une autre façon de faire la politique : en étant sérieux et en cherchant de trouver des solutions aux problèmes des classes moyennes. Et c'est ce que Biden a fait : il a l'un des meilleurs bilans économiques depuis Donald Reagan. Cet excellent bilan n'a pas été suffisamment porté par Kamala Harris. Elle n'a pas su suffisamment expliquer la tendance à la décélération de l'inflation que les ménages ont commencé quelque peu à ressentir. Le miroir déformant du discours trumpiste a donné une fausse perception de la réalité. Comment ?

Et c'est là **qu'entre en jeu la guerre communicationnelle**. Joe Biden, Kamala Harris, Nancy Pelosi, même les couples Obama et Clinton et les autres responsables du Parti Démocrate sont en retard d'une guerre dans la nouvelle donne de la communication. Non pas qu'ils n'ont pas compris l'importance des médias sociaux. La campagne de Kamala Harris, avec son milliard de dollars de capital de guerre, a même surinvesti dans les spots publicitaires sur tous les supports médiatiques et en mettant l'accent sur le **microtargeting**. En revanche, **ce qui a « tué » les Démocrates porte sur le refus d'investir dans l'industrie du mensonge et de la désinformation de masse.**

La victoire à tout prix

Même si cela peut choquer nos nobles sentiments, **le mensonge et la manipulation sont des atouts de la « guerre communicationnelle »**. Et dans ce domaine, Donald Trump est un champion toute catégorie. .



Roy Cohn, l'avocat qui a façonné Donald Trump l'a appris trois règles à suivre pour réussir en politique : (a) ne jamais reconnaître ses torts; (b) toujours contre-attaquer et (c) crier victoire, peu importe les circonstances. Cette triptyque du déni me rappelle une de mes lectures d'étudiant : « Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie » d'Edward Bernays, le cousin américain du célèbre neu-

rologue et psychanalyste autrichien, Sigmund Freud.

Ce sont ces 3 règles de Roy Cohn, le maître dépassé par son élève Trump, qui sont les éléments de langage de toute la campagne MAGA (Make America Great Again : Rendre sa Grandeur à l'Amérique).

Règle 1 : ne jamais reconnaître ses torts. Trump n'a jamais reconnu sa défaite de 2020. Il continue d'affirmer que sa victoire lui a été volée par « l'Etat profond » et les Démocrates. Autre registre, lors du débat contre Harris, il a calomnié la communauté haitienne de mangeurs de chiens et de chats. Malgré les démentis formels du Maire républicain de Springfield, du Sheriff de la police du contrée



Roy Cohn à droite, mort en 1986. «The Apprentice» un film vient d'être consacré à Trump et à son mentor.

Révéle aux yeux du grand public, aux États-Unis, pour avoir été l'un des associés du sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy dans la «chasse aux sorcières» contre des «sympathisants communistes» présumés dans les années 1950, Roy Cohn a été surnommé «l'avocat du diable» par ses contemporains en raison de ses méthodes brutales. Il était réputé comme étant un individu sans scrupules, aussi éloquent qu'opportuniste, et un menteur pathologique, prêt à tout pour arriver à ses fins

et malgré les dizaines de vidéos le parodiant, Trump a continué de reprendre son grossier refrain durant ses meetings.

Règle 2 : toujours contre-attaquer : trois procureurs ont mis en accusation l'ancien président des États-Unis, dans quatre affaires judiciaires, ci-dessus recensées. Trump a toujours contre-attaqué avec la même rhétorique : ce sont des complots des Démocrates pour briser sa carrière politique. Les magistrats coupables pourraient payer le prix fort de leurs

forfaitures. Comme nous venons de le voir, le déni et la menace ont fini par avoir gain de cause avec l'annulation et la suspension des toutes les inculpations de de Donald Trump.

Règles 3 : crier victoire, peu importe les circonstances. Lorsque 63% des Américains, selon CNN, (les chiffres sont presque les mêmes chez l'archi pro-Trump Fox News) reconnaissent la victoire de Harris lors du débat du 10 septembre 2024, Trump continue de crier haut et fort qu'il a « écrasé la communiste Ka-

mala Harris. Raison pour laquelle, cette dernière lui court derrière pour un second débat».

En matière de politique, le mensonge et la démagogie sont en avance sur la vérité et l'honnêteté dans le temps présent, mais aussi souvent à court-terme. Le mensonge comme « vérité politique » est une chose, encore faudrait-il la faire gober par le peuple. **C'est là qu'entrent en jeu les puissants influenceurs.**



Dana White jubile. Le patron de l'Ultimate Fighting Championship (UFC), la ligue d'arts martiaux mixtes, est invité à s'exprimer à la même tribune que Donald Trump, mercredi 6 novembre, juste après la revendication par le candidat républicain de sa victoire dans la course à la présidence des États-Unis. : « Je veux rapidement remercier quelques personnes : les Nelk Boys, Adin Ross, Theo Von, Bussin'With The Boys, et enfin le puissant Joe Rogan

Prenons parmi « ces nouvelles Voix de l'Amérique » le cas de Joe Rogan, qui aujourd'hui a le podcast (The Joe Rogan Experience) le plus écouté au monde : avec des pointes de 200 millions de téléchargement par mois. C'est-à-dire plus d'audience que Fox News (1ère chaîne TV américaine, ultra conservatrice, aux services entiers de Trump), ABC, NBC et CNN réu-

nis. Le 26 octobre 2024, Donald Trump a accordé une interview fleuve de 3 heures, sans fact-checking (vérification des faits), durant laquelle il a pu débâter tout ce qui lui est passé par la tête. Kamala Harris a décliné l'invitation de Joe Rogan, en préférant multiplier les interviews sur les médias classiques. Cette erreur, pour ne pas dire cette faute de la Dé-

mocrate en matière de communication a été ressentie selon de nombreux observateurs comme l'incarnation d'une gauche élitiste, une élite selon Rogan coupée de l'Amérique profonde, celle qui se sent méprisée.

Si aux Joe Rogan, les Nelk Boys Adin Ross... vous ajoutez **Elon Musk**, avec ses 200 millions

d'abonnés sur X (ex Twitter), vous mesuriez le fossé communicationnel entre Trump et Harris. Musk a transformé sa plateforme X en une fusée de propagande populiste, de manipulation de masse. Indépendamment de son implication sur le terrain, il a relayé sur X sans retenue toutes les thèses mensongères, apocalyptiques, racistes, anti-wokistes, haineuses, ... de Donald Trump. Aux antipodes de Musk, Barack Obama, avec ses 131 millions d'abonnés, continuait à faire appel au bon sens des électeurs sur les « dangers que représente Trump pour la démocratie ».

L'impact des influenceurs des médias sociaux est nettement supérieur à celui des nombreuses célébrités qui ont soutenu Kamala Harris. Les Beyoncé, Taylor Swift, Leonardo DiCaprio, George Cloney, Jeninifer Lopez, Arnold Schwarzenegger, Bad Bunny, Julia Robert, Bruce Springsteen, Oprah Winfrey... pour citer une dizaine parmi la centaine, à laquelle s'ajoutent des supers stars du NBA telles que les LeBron James, Stephen Curry, Gregg Popovich, Doc Rivers, Chris Paul.... et beaucoup d'autres, malgré leurs immenses popularités, n'ont pas fait le poids face aux AS des TikTok, Instagram, X, You Tube, Facebook (un peu absent dans cette élection), Pinterest, SnapShot.... La raison tient au fait que les célébrités apparaissent occasionnellement, diffusent leurs messages et passent à autres choses. Les Influenceurs sont là tous les jours pour abreuver leurs « millions de suiveurs » de « leurs vérités ». Les premiers sont « conjonc-

turels », les seconds sont « structurels ». La joie et le rêve, mais de courte durée, s'incarnent avec les célébrités, le mensonge pour faire permanemment peur, pour expliquer tous les problèmes par la faute de l'autre et du système sont l'ADN des Influenceurs MAGA. L'Amérique, beaucoup moins sûre d'elle-même, a succombé dans l'instinct primaire de l'homme qu'est la peur et s'en est remise au « Messie Trump ».

Autre facteur de l'évolution de la société américaine : la sous-information. D'abord plus de 50% d'américains n'a pas de passeport. Et plus du quart d'entre-deux n'a jamais quitté son Etat. Ce qui montre l'ancrage de leur vision aux réalités locales, imperméables aux grands problèmes nationaux, ne parlons donc pas des grands sujets internationaux. A cela s'ajoute le rythme de vie des Américains. « Ils se tuent à gagner leur vie » Cette pression du gain ne laisse pas beaucoup de temps aux loisirs et à l'information. Alors, ils vont à l'essentiel, donc sur les réseaux sociaux. Là où le mensonge peut se transformer aisément en vérité. Il n'y ait pas besoin de démontrer, l'affirmation brève suffit. Le monde des influenceurs est celui où un intellectuel raté peut être plus écouté qu'un prix Nobel. Les Influenceurs de tout horizon, ces nouveaux Maîtres du monde de la communication ont des beaux jours devant eux.

La plateforme VISIBRAIN, spécialisée dans la veille de plateformes, a étudié l'activité sur la toile des dernières 24 heures précédant l'élec-

tion. Un temps durant lequel les réseaux sociaux ont été sous effervescence : plus de 33,5 millions de messages ont été publiés, soit 388 par second. Près de 20 millions de messages mentionnant Donald Trump, soit 839 167 messages par heure ont été comptabilisés. À titre de comparaison, la candidate Kamala Harris en a recensé trois fois moins que lui.

Une autre illustration est l'arrivée en tête, avec 22% des voix, au 1er tour de de l'élection présidentielle en Roumanie de Călin Georgescu, qui a fait quasiment toute sa campagne sur TikTok. Election annulée par le Cour constitutionnelle roumaine. La plateforme chinoise, condamnée aux Etats-Unis, mais qui reste de loin préférée par les jeunes américains, pourrait de voir sauver par Donald Trump.

MAKILE:

Monsieur le Ministre, avant de nous édifier sur les conséquences de l'élection de Donald Trump, pourriez-vous nous mieux faire connaître le personnage et son équipe ?

Dr. Hamed Sow

Avant de vous présenter celui qui sera bientôt le 47ème Président des Etats-Unis et les hommes clés de son équipe, laissez moi vous dire quelques mots sur son successeur et son prédécesseur le Président sortant Joe Biden et malheureusement sa sortie ratée



Roy Cohn à droite, mort en 1986. «The Apprentice» un film vient d'être consacré à Trump et à son mentor.

Bio Express

- Né le 20 novembre 1942 à Scranton
- Diplômé en sciences politiques Université de Delaware (1965) et en droit Université de Syracuse (1968)
- Sénateur de New Castel en 1972, devenant ainsi à 30 ans, le plus jeune sénateur des États-Unis, représentant le Delaware¹.
- Réélu 6 fois au Sénat, jusqu'en 2009
- En 2008, choisi par Barack Obama comme colistier, il devient vice-président des Etats-Unis et assure cette fonction de 2009 à 2017
- En 2020, il bat Donald Trump et devient le 46ème Président des Etats-Unis, le plus âgé (à 78 ans) à rentrer à la Maison Blanche

JOE BIDEN ET SA SORTIE « RATEE »

Joe Biden est un des hommes qui ont marqué la vie politique des Etats-Unis de l'après-seconde guerre mondiale à nos jours. Pendant 37 ans, il a siégé au Sénat, dont il connaît toutes les arcanes. Il a en présidé le Comité judiciaire de 1987 à 1995 et celui des Affaires Etrangères entre 2001 et 2009. Au cours de ses mandats, en tant que Sénateur, il a souvent voté des lois dites progressistes et celles en faveur des minorités.

Arrivé à la présidence vers la fin de la crise du Covid, il initie un vaste programme de relance économique avec la mise en place d'un ambitieux plan d'investissements publics. Il lance également la loi sur la réduction contre l'inflation. Nous venons de voir ci-dessus les bons résultats. Homme de compromis, il arrive à faire adopter la 1ère loi bipartisane (acceptée par les 2 camps démocrate et républicain, pour la 1ère fois aux Etats-Unis depuis plus de 30 ans) sur le contrôle des armements. Il aurait pu obtenir le même consensus bipartisan sur l'immigration, n'eût-été le blocage des partisans de Donald Trump, pour des raisons purement électoralistes. En matière de politique sociale, Joe Biden a su apaiser les tensions sociales. Proche des syndicats, il a été le 1er Président des Etats-Unis à aller sur un site de grève pour soutenir les salariés. Défenseur inlassable des minorités, son Gouvernement a confié des responsabilités aux African-Ameri-

cans (Vice-présidence, Ministère de la Défense, Représentante aux Nations-Unies, Chef d'Etats Major général des Armées...), ainsi que des minorités latines et asiatiques.

Si sur le plan interne le bilan de Biden est satisfaisant, en revanche il est beaucoup plus mitigé sur le plan international. Même si c'est Donald Trump qui a signé l'accord de capitulation face aux Talibans en Afghanistan, les images du retrait chaotique des troupes américaines ont entaché le début du Mandat de Biden. Au chapitre des points positifs, on notera la réadhesion des Etats-Unis à l'accord de Paris sur le climat et l'apaisement des relations entre les USA et ses partenaires occidentaux, après les tensions créées par son prédécesseur. Au Proche et Moyen Orient, ce fût la continuité avec le soutien inconditionnel à Israël et le maintien des sanctions et des tensions avec l'Iran. Joe Biden s'efforça de normaliser les relations avec l'Arabie Saoudite, après avoir traité le Royaume Wahabite d'état paria. L'aversion du Président américain à l'endroit de son homologue russe trouva l'occasion de se manifester avec le soutien « massif » à l'Ukraine et la pression exercée sur les alliés de l'Otan d'en faire autant. En Asie, ce fut la consolidation « du pivot », la doctrine lancée par Barack Obama au cours de son second mandat (dont on dit d'ailleurs que c'est Biden qui fut un des concepteurs). Il se traduisit par le maintien de la rivalité avec la Chine, aussi bien sur le plan commercial que sur Taiwan. Les relations avec les autres partenaires asia-

tiques (Japon, Corée du Sud, Vietnam,) assez malmenées par Trump (avec sa tentative échouée de normalisation avec la Corée du Nord) ont été réparées. Quant à l'Afrique, deux faits marquants sont à signaler : (i) l'appui des Etats-Unis pour une réforme du système des Nations-Unies, avec deux postes permanents de l'Afrique au Conseil de Sécurité, et (ii) le lancement du Partenariat pour les infrastructures entre les pays du G7 et l'Afrique, avec la promesse de mobiliser 600 milliards de dollars pour les pays africains. A la suite du Sommet « Afrique - Etats-Unis » des Chefs d'Etat, tenu en décembre 2022, les promesses et les espoirs suscités ont été loin d'être au rendez-vous. Dans sa guerre contre la Russie, les Etats-Unis ont souvent dénoncé les régimes de transition au Sahel, supposés être des alliés de Moscou. Le point culminant de cette attitude se traduit par l'éviction de la base militaire américaine du Niger. Il a fallu attendre les dernières semaines de son mandat, après l'élection de son successeur, pour que le Président Biden daigne effectuer son 1er voyage en Afrique, précisément en Angola, où il annonça la modique somme d'un milliard de dollars pour aider les pays victimes des sécheresses, dues en grande partie au réchauffement climatique, dont les Etats-Unis sont l'un des principaux responsables. Autant des facteurs qui traduisent le peu d'intérêt du continent pour l'administration Biden.

Pour revenir sur les sujets du moment, il faut noter que le sors a été dur avec le président



Joe et Hunter Biden

Le président américain Joe Biden a récemment accordé la grâce présidentielle à son fils Hunter Biden. Ce dernier était poursuivi pour fraude fiscale et détention illégale d'arme à feu. Cette décision a suscité beaucoup de débats, car Joe Biden avait précédemment promis de ne pas utiliser son pouvoir pour aider son fils

Biden. Quelques semaines après son élection comme jeune sénateur, il a perdu sa femme et sa fille dans un accident de circulation au cours duquel ses deux garçons ont été également blessés. En mai 2015, son fils aîné, Beau Biden meurt d'un cancer du cerveau. A cause de ce drame familial, Joe Biden (malgré les sondages favorables) a renoncé à se présenter à l'élection présidentielle de 2016, qui a vu la victoire de Donald Trump sur la candidate démocrate Hillary Clinton. En 2020, Biden pris sa revanche, en promettant de ne se présenter que pour un mandat.

Il est vrai que l'affaire Hunter Biden a été montée en épingle par les juges et la presse pro-Trump. La détention illégale d'arme à feu était de 11 jours et la fraude fiscale était loin d'être prouvée. Joe Biden savait que Donald l'atten-

dait sur ce dossier. Ce dernier a demandé en 2019 au président ukrainien Volodymyr Zelensky de monter une affaire de corruption contre Hunter Biden, membre du Conseil d'Administration d'une grande entreprise à Kiev. Le refus de Zelensky de tremper dans cette magouille pourrait lui coûter très cher avec le retour de Trump à la maison blanche. Je pense personnellement que c'est la décision de Donald Trump de nommer « le fou » Kash Patel à la tête du FBI (voir article sur l'Equipe d'enfer de Donald Trump) qui a « affolé » Joe Biden. Il n'a pas su résister « au devoir du père de protéger le seul enfant qui lui reste ». Il n'empêche que cette décision a donné l'argument aux Républicains de dire que la Vertu n'était plus l'exclusivité des Démocrates. Jo Biden, vu son âge et son état de santé, n'aurait pas dû se présenter pour un second mandat. Il aurait

pu sortir par la grande porte de l'histoire politique des Etats-Unis, en permettant à la Convention Démocrate de lui choisir un successeur, de façon démocratique. Plus que l'affaire malheureuse et maladroite du pardon accordé à son fils, c'est l'entêtement du vieux Biden à se maintenir au Pouvoir, à 82 ans, pour 4 autres années qui lui a fait louper sa sortie. Dommage pour une vie politique si intense.

Dans le prochain article, je reviendrai sur votre question sur le personnage de Donald Trump et de son équipe d'enfer.

À suivre

Entretien réalisé par Moctar Sow



■ Casimir Sangala



Corruption en Afrique : « Le fonctionnaire honnête paie souvent sa probité au prix d'une quasi-exclusion sociale » (François Soudan).

Mon village Ségué attaqué pour la énième fois ce dimanche. Plusieurs morts et blessés, des habitations et des biens incendiés, deuil et désolation. RIP

Guinée : le gouvernement fait sauter le verrou du 31 décembre 2024 pour la fin de la transition. L'étape de la refondation va se poursuivre.

Tech : Mark Zuckerberg annonce la date de fin des téléphones portables et dévoile leur remplaçant.

Football : le trio Maroc-Espagne-Portugal organisera le Mondial 2030, l'Arabie saoudite celui de 2034.

COP16 Riyad : le Mali prend les commandes de la Muraille verte et s'engage à dynamiser le projet et renforcer les partenariats.

■ Daniel Siméon Kelema



SIKASSO FASKO ÉDITION 2024: VALORISER LE SAVOIR FAIRE ET LE LABEUR DES PRODUCTEURS/TRICES ET ACTEURS DU SECTEUR AGRICOLE.

L'accueil traditionnel et culturel au son du groupe du virtuose du balafon Niéba Solo, pour souhaiter la bienvenue au Ministre de l'Agriculture M. Daniel Siméon KELEMA, et la forte délégation qui l'accompagne à la cérémonie d'ouverture officielle de la Foire Agricole Régionale de Sikasso FASKO, sur l'esplanade du Stade Babemba TRAORÉ.

Bienvenue donc à la FASKO qui ouvre grandement ses portes du 14 au 19 Décembre 2024, placée sous le thème "L'Agriculture durable, facteur de développement économique et d'emploi pour un avenir meilleur".

6ÈME Édition, la FASKO 2024, vise à mettre en valeur les produits Agricoles, favoriser les échanges commerciaux, développer les synergies d'actions entre les acteurs agricoles et promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes.

Le Ministre de l'Agriculture M. Daniel Siméon KELEMA a salué la tenue de cet événement majeur et invité l'ensemble des acteurs concernés à faire de cet événement un tremplin pour mettre en place un réseau professionnel, dans le but de promouvoir l'innovation et la croissance économique à Sikasso.

Avec une cinquantaine de stands, la FASKO enregistre la participation de producteurs/trices venus de Khorogo en Côte d'Ivoire et du Burkina Faso.

Elle va également être marquée par des conférences débats sur des thèmes relatifs aux préoccupations du secteur Agricole dans la région de SIKASSO.

L'Agriculture pour toujours.

L'Agriculture c'est la vie.



■ Fact' Africa



#GHANA Face à la montée des fausses nouvelles, des fact-checkeurs se sont mobilisés pendant les élections au Ghana.

Les médias Fact-Check Ghana, Dubawa et Ghana Fact ont formé une coalition pour contrer des centaines de contenus mensongers, notamment générés par IA, ciblant les candidats John Mahama et Mahamudu Bawumia. Leur travail, largement diffusé, a permis de freiner la désinformation. Forts de ce succès, ils se réuniront à chaque élection majeure. John Mahama a remporté la présidentielle avec 56 % des voix.



Malick Konate



L'ancien Président de la République française, Nicolas Sarkozy, a été définitivement condamné à une peine d'un an d'emprisonnement ferme.
#Bèki_Takè



Affaire Joliba TV.News : La Maison de la Presse convoque une réunion extraordinaire le samedi 21 décembre 2024 à la Maison de la Presse à partir de 15 H00.

#Bèki_Takè #FreePress



Communiqué N26 MP-2024 relatif à la gestion de l'affaire Joliba TV News -HAC

Dans le cadre de la gestion de l'affaire Joliba TV News-HAC, le Président de la Maison de la Presse convoque une réunion extraordinaire le samedi 21 décembre 2024 à la Maison de la Presse à partir de 15 H00. Prendront part à cette réunion :

1. Les membres du Comité de Pilotage de la Maison de la Presse
2. Les membres de la Commission de médiation
3. Les membres de la cellule de crise
4. Les responsables des associations et organisations professionnelles de la Presse : URTEL, ORTM, AMAP, UNAJOM, APPEL-Mali, Groupement patronal de la presse, UJRM, AJPM, UPF-Mali, RMJLCP, APPEM, RJPPODH, APAC-Mali, AFPM, AMATEL, ACCES, UNAJEP, MPV-Mali, CDDP, RMDH, URPM, Association Salon des Médias, OJRM, COJ-G5, SYJOR, AJSM, GPAC, AMACESTI, FORMA.
5. Le Directoire de Joliba TV News (le Promoteur, le Directeur de la télé et le Directeur de l'information).

Compte tenu de l'importance des questions à débattre et des décisions à prendre, la présence de TOUS est exigée.

Bamako, le 18 Décembre 2024

Le Président
El Hadj Bandiougou DANTE
Chevalier de l'Ordre National

Affaire Joliba TV.News : La Haute Autorité de la Communication du Mali a révisé sa décision de fermeture de la chaîne #JolibaTV. Elle a opté pour une suspension de 06 mois au lieu d'une fermeture définitive. Cette décision fait suite aux négociations menées par les organisations faitières de la presse, à sa tête la Maison de la Presse du Mali, dirigée par Bandiougou Dante, ainsi qu'au recours gracieux déposé par la direction de la chaîne privée auprès de la #HAC.
#Bèki_Takè #FreePress



Procès en appel d'Étienne Fakaba Sissoko : ce lundi 16 décembre, la cour d'appel de Bamako a confirmé la condamnation en première instance. Verdict : 2 ans de prison, dont 1 an ferme, et 3 millions de F CFA d'amende à l'Etat. Une sanction liée à la publication de son livre Propagande, Agitation, Harcèlement (L'Harmattan, 2023), critique du régime militaire.

#Bèki_Takè



Croissance Afrique



Les administrateurs ont approuvé la proposition à l'unanimité, soulignant l'importance pour la #Banque de maintenir sa forte présence à Abid-

jan et d'investir dans un environnement de travail favorable au bien-être de son personnel.



A l'issue des échanges, il ressort que les autorités vont chercher à améliorer la gestion des recettes d'EDM-SA. Par suite, l'État va rechercher de 20 milliards de FCFA pour sécuriser immédiatement l'approvisionnement en combustible.



Écofinance Mali



Le 11 décembre 2024, le Mali a levé 33 milliards FCFA (environ 50,3 millions d'euros) sur le marché des titres publics de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), dépassant son objectif initial de 30 milliards FCFA.

La monnaie locale du Ghana, le cedi, continue de montrer des performances contrastées sur le marché des changes. Bien qu'il ait subi des pertes marginales sur le marché interbancaire, le cedi progresse face aux principales devises dans certains bureaux de change, notamment face au dollar.

Le Nigeria, première puissance démographique d'Afrique, fait face à une crise énergétique persistante. Selon les données de la Banque mondiale, les coupures de courant récurrentes coûtent chaque année au pays 29 milliards de dollars (soit plus de 18 000 milliards de francs CFA), un fardeau économique majeur pour ses 200 millions d'habitants.

Le Sénégal prévoit un budget de 6 395,1 milliards FCFA (9,74 milliards d'euros) pour l'année 2025, selon le projet de loi de finances qui sera présenté à l'Assemblée nationale ce samedi. Ce montant représente une baisse de 8,68%, soit 608,6 milliards FCFA, par rapport au budget de 7 003,6 milliards FCFA (10,57 milliards d'euros) de 2024.

Avec des réserves prouvées estimées à 52 millions de tonnes, la mine de Goulamina promet une exploitation sur au moins 21 ans. Son exploitation sera menée en plusieurs phases :

Phase 1 : Production annuelle de 506 000 tonnes de spodumène (minerai contenant du lithium).

Phase 2 : Une montée à 831 000 tonnes par an avant une stabilisation à 726 000 tonnes.

Ce projet, financé à hauteur

À la BRVM, la barre de 10 000 milliards de capitalisation boursière franchie (13 décembre

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a enregistré une capitalisation boursière de 10 059 milliards de FCFA, soit plus de 16 milliards de dollars américains. Ce jalon sans précédent illustre le dynamisme exceptionnel de la place financière commune aux huit pays de l'UEMOA depuis quelques années :

Au démarrage en septembre 1998 : 836,19 milliards de FCFA ;

En 2008 : 3 336,65 milliards de FCFA ;

En 2012 : 4 031,38 milliards de FCFA ;

En 2021 : 6 085,41 milliards de FCFA ;

En 2023 : 7 966,96 milliards de FCFA ;

Au 13 décembre 2024 : 10 058,83 milliards de FCFA.

Cette progression remarquable de plus de 1 102,94 % depuis la création de la BRVM est à mettre à l'actif de la vision transformatrice de ses Pères Fondateurs, du leadership éclairé des plus Hautes Autorités de l'Union, de la croissance économique soutenue des pays de l'UEMOA (environ 5,8% en moyenne depuis plus de 20 ans), des réformes menées depuis plusieurs années et enfin du dynamisme de tous les acteurs du marché.

Avec un gain de plus de 2 000 milliards de FCFA en une année et la cotation de la Loterie Nationale du Bénin ce jour (100,5 milliards de FCFA à l'introduction), la BRVM figure parmi les bourses africaines les plus performantes.



Ministère des Transports et des Infrastructures : Début des travaux d'aménagement de la route nationale n°07 (RN7)



Les travaux d'aménagement du tronçon urbain de la route nationale n°07 (RN7) ont débuté avec succès, sous la supervision attentive du groupement d'entreprises chargé de sa réalisation. Les différentes étapes des travaux en cours comprennent le nettoyage des emprises, les purges, les terrassements généraux, les sondages pour la construction des ponts et la mise en place des caniveaux. Visite de supervision de Madame DEMBÉLÉ Madina SISSOKO, Ministre des Transports et des Infrastructures. Madame DEMBÉLÉ Madina SISSOKO, Ministre des Transports et des Infrastructures, a effectué une visite de supervision sur le chantier hier et ce vendredi. Sa présence démontre l'importance accordée à ce projet routier structurant. Lors de sa visite, Madame le Ministre a encouragé l'entreprise en charge des travaux à accélérer le rythme des opérations. En réponse, l'entreprise a promis d'intensifier ses efforts en mettant en place des interventions nocturnes en plus des travaux en journée.

Collaboration de la population locale et consignes de sécurité

Il est essentiel de souligner l'importance de la collaboration de la population locale dans la réussite de ce projet. Les autorités demandent à la population d'être compréhensive et de respecter strictement les consignes de sécurité mises en place. La patience et la coopération de chacun sont des éléments clés pour garantir le bon déroulement des travaux et la sécurité de tous.

Engagement du gouvernement pour le développement des infrastructures routières

Ce projet d'aménagement de la RN7 est un exemple concret de l'engagement du gouvernement en faveur du développement des infrastructures routières du pays. Avec la vigilance de Madame le Ministre et l'implication de tous les acteurs concernés, ce tronçon urbain promet d'améliorer significativement la mobilité et la connectivité de la région, contribuant ainsi au développement socio-économique local.

Fatou Sissoko

Retrait des Pays de l'Alliance des États du Sahel de la CEDEAO : Impact Limité sur le Commerce avec la Côte d'Ivoire



Le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) - Burkina Faso, Mali et Niger - de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ne devrait pas avoir une grande incidence sur le commerce entre ces pays et la Côte d'Ivoire. En effet, malgré les craintes initiales concernant la complexité des déplacements des citoyens burkinabè, maliens et nigériens installés dans d'autres pays de l'organisation après ce retrait, le ministre ivoirien du Commerce, Souleymane Diarrassouba, a rassuré que les relations économiques resteront fluides.

Cette assurance repose sur l'existence de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), une structure distincte qui continue de lier ces pays. Le ministre a affirmé que des solutions seront mises en place pour pallier tout manque de dispositifs dans le cadre de l'UEMOA, garantissant ainsi la continuité du commerce entre la Côte d'Ivoire et les pays de l'Alliance des États du Sahel.

Les échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et ces pays sont significatifs. Par exemple, les exportations ivoiriennes vers le Mali s'élèvent à 909 milliards de francs CFA, faisant de Bamako le troisième partenaire commercial mondial d'Abidjan et son premier partenaire au sein de la CEDEAO. De plus, de nombreuses entreprises ivoiriennes dépendent fortement du marché sous-régional, réalisant une part importante de leur chiffre d'affaires grâce aux échanges avec les pays de l'Alliance des États du Sahel.

Ainsi, le maintien des relations commerciales est crucial pour l'économie ivoirienne et ses entreprises. Malgré le retrait de ces pays de la CEDEAO, le commerce entre la Côte d'Ivoire et les pays de l'Alliance des États du Sahel devrait se poursuivre sans heurts, grâce aux dispositifs en place au sein de l'UEMOA et à la volonté des acteurs économiques de maintenir ces liens importants pour le développement régional.

Arouna Sidibé

Libération des onze (11) responsables politiques : La classe politique malienne salue ce geste salubre et demande la libération de tous les détenus politiques.

Arrêtés il y a 5 mois et libérés ce jeudi 5 décembre 2024, les 11 leaders politiques ont rapidement reçu des réactions positives de la part des différentes formations politiques, saluant ainsi ce geste salubre des autorités de transition. Parallèlement, elles ont exprimé le souhait que cette dynamique soit étendue à tous les détenus pour délit de presse ou d'opinion.

Pour le Parti Convergence pour le Développement du Mali (CODEM), les 11 politiciens ont été injustement détenus pendant plus de 5 mois pour des raisons politiques évidentes. Le parti a apprécié cette approche qui répond à ses attentes et contribue à apaiser le climat politique en vue de se concentrer sur l'essentiel, à savoir les élections de fin de transition.

De son côté, l'homme politique Me Mountaga Tall considère avant tout cette libération comme une bonne nouvelle pour le Mali, qui a plus que jamais besoin de calme et d'unité. Cela justifie son implication finale en tant que président du Comité de pilotage du Dialogue Inter-Maliens pour la Paix et la Réconciliation nationale. Cette mesure est également conforme à la justice, qui doit toujours se rappeler de son rôle de régulation sociale. Il convient également de mentionner les familles, amis et proches des ex-détenus, dont certains sont très jeunes, qui attendaient ce moment avec impatience. Enfin, cette mesure renforce la démocratie et pourrait permettre au nouveau Premier ministre d'établir des relations plus apaisées avec la classe politique dans le cadre des préparatifs des élections transparentes et apaisées prévues pour marquer la fin de la Transition.

L'ancien Premier ministre Moussa Mara, actuel opposant farouche de la transition, exprime sa gratitude envers tous ceux qui ont contribué à résoudre une situation qui n'aurait jamais dû se produire au Mali. Il en appelle aux autorités pour poursuivre dans cette voie en élargissant la libération à tous ceux qui sont actuellement privés de liberté en raison de leurs opinions et expressions. Plus que jamais, le Mali a besoin de l'unité de ses citoyens pour faire face à une situation socio-économique extrêmement difficile.

Mountaga Tall souligne que cette dynamique salubre devrait être étendue à d'autres détenus pour délit de presse ou d'opinion, car cela ne peut qu'améliorer la situation du Mali et de la Transition. Ayant lui-même été emprisonné à plusieurs reprises, il sait que ses 11 camarades ont besoin d'un repos bien mérité, qu'ils ne pourront pas avoir en raison de la présence constante de visiteurs.

La CODEM pour renforcer la dynamique :

La Coalition pour la Démocratie et le Mali (CODEM) estime qu'il est essentiel de compléter et de renforcer cette dynamique. Elle juge également nécessaire d'élargir la libération de tous les prisonniers d'opinion, notamment Rast Bath, Rose vie chère, Ben le Cerveau, Etienne Fakaba, Issa Kaou DJIM, etc. La CODEM reste ouverte à toutes les initiatives qui contribuent à la sortie de la transition dans un délai raisonnable et consensuel.

Appel du Réseau des Jeunes Leaders Politiques du Mali (RJLPM) :

Le Réseau des Jeunes Leaders Politiques du Mali (RJLPM) souligne que la libération des détenus doit s'accompagner d'une réflexion approfondie sur les raisons de leur détention et sur les mécanismes à mettre en place pour éviter que de telles situations ne se reproduisent à l'avenir. Il insiste sur la nécessité d'un dialogue inclusif et sincère entre les autorités maliennes et les acteurs civiques et politiques afin de consolider la stabilité et l'unité nationale.

Bokoum Abdoul Momini



Ambassadrice Linda Thomas-Greenfield sur les VBG : “La voix des survivantes est essentielle”



A l’occasion de la journée internationale pour l’élimination de la violence à l’égard des femmes et du début des 16 jours d’activisme, l’ambassadrice Linda Thomas-Greenfield invite les gouvernements à réfléchir aux conditions désastreuses auxquelles les femmes et les filles continuent de faire face dans le monde entier. Selon elle, il est étonnant de constater qu’une femme sur trois dans le monde a été victime de violences basées sur le genre.

De l’Afghanistan au Soudan, d’Haïti à la République démocratique du Congo, selon l’ambassadrice Linda Thomas-Greenfield, les conflits et les crises dans le monde continuent d’exacerber les inégalités préexistantes qui augmentent le risque de violences basées sur le genre. Malheureusement, dit-elle, moins de la moitié des femmes victimes de VBG demandent de l’aide, de manière formelle ou informelle, souvent au détriment de leur santé mentale et physique, ainsi que des perspectives économiques de leur famille et de leur communauté.

Pour faire face aux coûts individuels et sociétaux de la violence basée sur le genre, l’ambassadrice pense que les gouvernements doivent soutenir des interventions globales, tenant compte des traumatismes et centrées sur les survivantes. La voix des survivantes est essentielle dans l’effort mondial pour mettre fin à la violence basée sur le genre. “Nous devons briser la stigmatisation qui empêche de s’exprimer et offrir des possibilités d’autonomisation”, a-t-elle martelé.

L’Ambassadrice Linda Thomas-Greenfield dira que pour leur part, les États-Unis sont engagés dans cette tâche. Cette année marque le 30e anniversaire de la loi sur la violence contre les femmes, rédigée par le sénateur Biden de l’époque. Cette loi a changé la façon dont les États-Unis répondent à la violence contre les femmes, reconnaissant que la violence basée sur le genre est une violation des droits humains. Aujourd’hui, l’administration Biden-Harris continue de défendre l’égalité des sexes et la justice, s’efforçant d’éradiquer les causes de la violence basée sur le genre et d’aider les survivantes à guérir.

Ibrahima Ndiaye
Source: Mali Tribune

Réunion du Cadre de Concertation National entre le Gouvernement et la Société Civile : Vers un Dialogue Renforcé et une Collaboration Inclusive



Le Premier ministre, ministre de l’Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de division Abdoulaye Maïga, a présidé ce vendredi 6 décembre 2024 une réunion majeure avec les représentants de la société civile. Cette réunion s’inscrit dans la continuité des efforts du gouvernement pour promouvoir le dialogue et la collaboration avec les différents acteurs de la société.

Au cours de cette rencontre, le Premier ministre a fait le point sur la révision annuelle des listes électorales et a partagé les avancées des réformes politiques et institutionnelles en cours. Il a souligné l’importance des échanges basés sur les principes fondamentaux de l’inclusivité, de la co-construction et de la transparence.

Cette concertation représente un jalon significatif dans l’engagement du gouvernement à travailler de manière participative en associant activement la société civile. Les discussions ont porté sur des sujets essentiels pour la vie nationale tels que les élections, l’état civil et la sécurité. En mettant en avant l’écoute et la réflexion collective, ces rencontres visent à renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions publiques, tout en veillant à ce que les réformes en cours répondent aux besoins et aux attentes du peuple. Cette démarche témoigne de la volonté du gouvernement d’agir en concertation avec l’ensemble des parties prenantes pour construire ensemble un avenir meilleur pour tous. Ainsi, le message du Premier ministre résonne avec force : “Tout ce que nous ferons, ce sera avec vous”. Cette déclaration souligne l’importance de l’implication de la société civile dans les décisions et actions gouvernementales, en vue de bâtir une nation plus juste, inclusive et prospère pour tous ses citoyens.

Yacouba Ongoïba





Nekapro



Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



Rédaction



Amélioration de style



Correction



Traduction

CONTACT



+223 74-44-27-44

www.nekapro.com



@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149



Premier essai gratuit



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 **BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN**

 **(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977**

 **contact@oclei.ml**  **www.oclei.ml**

Lutte contre la corruption au Mali: Un tournant décisif dans la gouvernance transparente



Dans le cadre de la semaine nationale de lutte contre la corruption, lancée le 9 décembre 2024, le procureur général de la Cour suprême du Mali, Mamoudou Timbo, a révélé des chiffres alarmants sur les détournements de fonds publics qui ont sévi dans le pays entre 2021 et 2024. Lors d'une conférence de presse diffusée sur la télévision nationale ORTM, il a mis en lumière un préjudice financier estimé à environ 80 milliards de francs CFA, impliquant une quarantaine de personnes, dont onze anciens ministres.

Cette annonce historique marque un tournant décisif dans la lutte contre la corruption au Mali. Le procureur Mamoudou Timbo a souligné l'importance de ces révélations qui témoignent des efforts entrepris par les institutions judiciaires pour restaurer la confiance des citoyens envers les autorités publiques. Selon lui, il n'y a plus d'intouchables au Mali, ce qui reflète la détermination des autorités à assainir la gouvernance et à punir les actes de corruption.

Les infractions économiques et financières identifiées dans ces affaires sont nombreuses, allant de la corruption et du favoritisme au blanchiment de capitaux, en passant par les atteintes aux biens publics, les faux et usages de faux, ainsi que la prise illégale d'intérêts. Ces pratiques délictueuses ont causé un préjudice considérable à l'État malien, selon le procureur Timbo.

La semaine nationale de lutte contre la corruption se positionne comme une initiative



cruciale pour sensibiliser et mobiliser les citoyens contre les dérives économiques qui entravent le développement du pays. L'intervention ferme de Mamoudou Timbo souligne l'engagement de la justice malienne à poursuivre les responsables de ces actes répréhensibles, quel que soit leur statut ou leur influence.

La justice malienne a mis en place des procès rigoureux pour traduire en justice les coupables de détournement de fonds publics, marquant ainsi une nouvelle ère de transparence et de rigueur dans la gestion des affaires publiques. Cette démarche est saluée tant au niveau national qu'international pour son implication dans la lutte contre la corruption.

La lutte contre la corruption au Mali se renforce avec ces révélations et démontre la volonté des autorités de mettre fin à l'impunité

et de promouvoir une gouvernance transparente au service de l'intérêt général. La lutte contre la corruption est un enjeu majeur pour de nombreux pays, y compris le Mali. La poursuite des inculpés, y compris d'anciens ministres et leurs complices, devant les juridictions compétentes est une étape cruciale pour garantir la reddition de comptes et rétablir la crédibilité des institutions maliennes. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large de redressement économique et de bonne gouvernance, qui sont des éléments essentiels pour attirer des investisseurs et renforcer la confiance tant au niveau national qu'international.

Le Mali a été vivement critiqué par le passé pour ses lacunes en matière de transparence et de gestion des finances publiques. C'est pourquoi des initiatives telles que la semaine

nationale de lutte contre la corruption revêtent une importance cruciale. Ces actions comprennent des activités de sensibilisation impliquant les citoyens, la société civile et les institutions publiques. La participation des médias, des ONG et des partenaires internationaux est également essentielle pour assurer un suivi rigoureux des mesures mises en place.

Les révélations sur des détournements majeurs faites par le procureur général de la Cour suprême envoient un message fort à tous les acteurs du système économique et politique au Mali. La lutte acharnée contre la corruption marque un tournant dans la quête de transparence, de responsabilité et de bonne gouvernance pour le pays.

Karamoko B Keita

États généraux de la santé au Mali: Des anciens Ministres apportent leur contribution



Ce lundi 16 décembre 2024, la salle de réunion du Ministère de la Santé et du Développement Social a été le théâtre d'une rencontre d'importance. En effet, les anciens ministres de la Santé de la République du Mali se sont réunis en présence du Colonel Assa Badiallo Toure, actuel Ministre de la Santé et du Développement Social, ainsi que de la Présidente de la Commission d'Organi-

sation des États Généraux de la Santé, Dr Fa-toumata Nafo, et de nombreuses autres personnalités.

L'objectif de cette rencontre était de préparer la phase nationale des États généraux de la santé (EGS) qui se tiendront du 17 au 19 décembre 2024 au CICB, sous le haut patronage du Général d'Armée Assimi Goïta, Chef de

L'État, et la présidence du Premier ministre général de division Abdoulaye Maïga.

La Ministre de la Santé et du Développement Social a chaleureusement accueilli ses hôtes et les anciens ministres, saluant leur expérience et leur engagement au service de la nation. Elle a souligné l'importance de leur contribution et les a encouragés à continuer à

partager leurs suggestions pour améliorer le système de santé du pays.

Le secrétaire général, Dr Abdoulaye Guindo, a ensuite pris la parole pour présenter le contexte des États généraux de la santé, soulignant qu'ils sont une étape cruciale dans la refondation du système de santé malien. Dr Berthé, coordinateur de l'UMRSS, a quant à lui retracé l'historique du processus depuis 2015, mettant en avant les objectifs et les résultats attendus de ces États généraux.

Cette rencontre a donc posé les bases pour des discussions fructueuses lors des États généraux de la santé, visant à proposer des solutions concrètes pour améliorer la santé et le bien-être de la population malienne. L'engagement de tous les acteurs présents laisse présager des avancées significatives dans le domaine de la santé au Mali. Lors des travaux en groupe, quatre thématiques ont été abordées : l'offre de soins et services de santé de qualité, la gouvernance et communication, le financement de la santé et les questions transversales. Au cours des phases régionales qui se sont déroulées du 4 au 6 décembre 2024, plusieurs problématiques ont été identifiées et des solutions ainsi que des recommandations ont été proposées pour chaque thème.

Les anciens ministres de la santé présents, à savoir Mohamed Ag ERLAF, Oumar Ibrahim TOURE, Ousmane KONE, Marie Madeleine TOGO, Samba SOW, Fanta SIBY et Fatoumata Nafo, ont exprimé leurs remerciements au ministre pour cette marque de reconnaissance. Ils ont salué cette initiative jugée salutaire et inédite dans le domaine de la santé.

Chacun des participants a partagé ses observations et ses propositions concernant les progrès réalisés dans le secteur, les défis liés au manque de ressources humaines et matérielles, la problématique des médicaments contrefaits ainsi que la question de la couverture sanitaire universelle. Les ministres ont réitéré leur engagement à soutenir le département dans l'amélioration des services de santé offerts à la population malienne, tout en exprimant leurs vœux de plein succès pour les travaux des EGS.

Le président de la commission santé du CNT, Aboubacar FOMBA, et le professeur Bah KEITA,



présidente de la commission d'organisation, ont également adressé leurs félicitations et leurs remerciements au ministre pour cette initiative, qui laisse entrevoir un avenir prometteur pour le secteur sanitaire à travers les États généraux de la santé.

La cérémonie s'est clôturée par les mots de remerciements du colonel Assa BADIHALLO

TOURE envers ses invités et tous les participants. Elle s'est engagée à œuvrer pour une mise en œuvre effective des recommandations issues des États généraux de la santé, qui seront détaillées dans un plan d'actions assorti d'un calendrier précis. La rencontre s'est achevée par une photo de groupe.

Fatou Sissoko

La Première Édition du "Bazar Diplomatique" à Bamako : Un évènement marqué par des expositions et des échanges fructueux entre les participants



La première édition de la foire "Bazar Diplomatique" s'est tenue le samedi 30 novembre 2024 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB). Cet événement, organisé par le Club des Ambassadeurs et Consuls accrédités auprès de la République du Mali, a été un succès marqué par des expositions et des échanges fructueux entre les participants. Les organisateurs ont été félicités pour la réussite de cette initiative.

De nombreuses personnalités étaient présentes lors de cette première édition, notamment le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, ainsi que le ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, représenté par son homologue des Maliens établis à l'étranger et de l'Intégration Africaine,

Moussa Ag Attaher. Des ambassadeurs et consuls, dont le doyen du corps diplomatique, Son Excellence Hadi Shebli, ambassadeur de l'État de Palestine au Mali, ont également pris part à cet événement.

Le maire de la Commune III, Madame Djiré Mariam Diallo, a accueilli les participants avec des mots de bienvenue, suivis par le discours du doyen du corps diplomatique, Hadi Shebli, soulignant l'importance de cet événement inédit au Mali. Il a remercié le ministère de la Culture pour son soutien dans la réussite de l'événement, et a souligné que l'idée du "Bazar Diplomatique" est le fruit d'une réflexion collective des ambassadeurs accrédités au Mali.

Selon l'ambassadeur de la Palestine, cet événement s'inscrit dans une démarche de diplomatie publique et vise à renforcer les liens

entre les pays participants et le Mali. Les fonds récoltés lors de cette foire seront dédiés à des actions humanitaires en faveur de la population malienne.

Son Excellence Shebli a exprimé sa satisfaction quant à la participation des ambassades à cette première édition et a exprimé le souhait d'une plus grande mobilisation pour la prochaine édition afin de renforcer les relations avec le peuple malien. Il a souligné les efforts des diplomates pour s'immerger dans la culture malienne et a exprimé l'espoir que cette première édition restera gravée dans l'histoire des relations entre le Mali et les pays accrédités.

La première édition du "Bazar Diplomatique" a été un succès et a permis de renforcer les liens entre les ambassades et le Mali, tout en



contribuant à des actions humanitaires en faveur de la population locale. Le ministre Moussa Ag Attaher souligne l'importance du Bazar Diplomatique comme moyen de favoriser les échanges culturels entre les populations accueillantes et les missions diplomatiques. Il met en avant le fait que cet événement permet aux habitants de découvrir les pays représentés sans avoir à voyager, à travers des expositions photos, vidéos et des échanges directs. L'objectif est de promouvoir une meilleure connaissance mutuelle entre les peuples

en mettant en valeur leurs cultures, artisanats et tourisms respectifs.

Le ministre Mamou Daffé met en avant le caractère d'espace d'échange, de partage et de communion que représente le Bazar Diplomatique. Il souligne que cette foire offre la possibilité de dialoguer avec plusieurs pays sans avoir à se déplacer physiquement. Il s'agit donc d'une belle initiative qui mérite d'être saluée et encouragée, car elle favorise les échanges culturels et économiques entre la

communauté locale et les diplomates étrangers. Le ministre met en avant la diversité des richesses culturelles et patrimoines présentés lors de cet événement, notamment à travers les produits du terroir et artisanaux des différents pays participants.

Au cours de cette cérémonie, un moment fort a été la prestation d'une troupe culturelle malienne ainsi que des démonstrations d'arts martiaux en Kung Fu. Ces activités ont permis de mettre en lumière la diversité et la richesse des expressions culturelles présentes lors de ce Bazar Diplomatique, renforçant ainsi les liens d'amitié et de compréhension entre les différentes communautés représentées.

Le Bazar Diplomatique est un événement majeur favorisant les échanges culturels, économiques et sociaux entre les populations locales et les missions diplomatiques. Il constitue une opportunité unique de découvrir la diversité des cultures et des patrimoines des pays participants, tout en renforçant les liens d'amitié et de coopération internationale.

Fatou Sissoko



Affaire Birama Touré : Le parquet a demandé la nullité de la plainte de Karim Keïta contre Arnaud Froger



Le responsable du bureau d'investigation de Reporters sans frontières (RSF), Arnaud Froger, comparaitra devant la 17e chambre du tribunal judiciaire de Paris le mardi 17 décembre, suite à des accusations de diffamation portées par Karim Keïta, fils de l'ancien président malien. Cette affaire découle de l'enquête de RSF sur la disparition du journaliste Birama Touré à Bamako en 2016, dans laquelle le nom de Karim Keïta a été évoqué. Il est important de souligner que c'est la troisième fois que Karim Keïta poursuit un journaliste en lien avec cette affaire.

Lors de l'audience, le parquet a demandé la nullité de la plainte de Karim Keïta contre Arnaud Froger, se basant sur l'absence d'imputation de faits précis dans les propos incriminés. En effet, la plainte couvre l'intégralité des déclarations faites, bien que certaines parties de la vidéo de RSF ne concernent pas l'accusé. La 17e chambre du tribunal judiciaire de Paris rendra son jugement le 20 février 2025, après avoir mis sa décision en délibéré.

RSF affirme sa détermination à lutter contre l'impunité des crimes contre les journalistes et ne se laissera pas intimider par ces poursuites, visant à dissuader les journalistes en-

quêtant sur la disparition de Birama Touré. RSF souligne que leur enquête est parmi les plus documentées de ces dernières années et qu'ils continueront à défendre leur travail.

L'audience à venir sera l'occasion pour RSF de présenter le travail d'investigation d'Arnaud Froger sur cette affaire au cours des six dernières années. RSF espère que le tribunal pourra apprécier la rigueur de leur enquête et comprendre les motivations de Karim Keïta à faire taire ceux qui cherchent la vérité sur la disparition de Birama Touré.

RSF considère l'action en diffamation de Karim Keïta comme une tentative d'intimidation pour faire taire ceux qui travaillent à la manifestation de la vérité. Ils expriment leur confiance en la justice française pour sanctionner les abus et établir les responsabilités pénales des personnes impliquées dans la disparition de Birama Touré.

Cette affaire soulève des questions essentielles sur la liberté de la presse, l'importance de la recherche de la vérité et la protection des journalistes dans l'exercice de leur métier. L'affaire de la disparition du journaliste malien Birama Touré est une affaire complexe et troublante qui a suscité de vives préoccupations

quant aux circonstances de sa disparition. Selon les informations recueillies par RSF (Reporters sans frontières), il apparaît que l'enquête officielle menée par la gendarmerie malienne au début de 2016 a été critiquée pour son manque de rigueur et d'objectivité. Les proches de Birama Touré perplexes face à sa disparition

Les proches de Birama Touré ont exprimé leur incrédulité quant à la thèse de la disparition volontaire avancée par les autorités, surtout compte tenu du fait qu'il a laissé tous ses effets personnels à son domicile.

RSF révèle des éléments troublants sur la disparition de Birama Touré

Les investigations menées par Reporters sans frontières (RSF) ont mis en lumière des éléments inquiétants concernant la disparition de Birama Touré. Des éléments clés, tels que ses relevés d'appels téléphoniques, ont été caviardés, suscitant des soupçons de dissimulation.

Il ressort des investigations que Birama Touré enquêtait sur des affaires sensibles impliquant des personnalités politiques influentes, notamment Karim Keïta, fils de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta. Des témoignages crédibles ont également mentionné la déten-



tion et la séquestration du journaliste dans les geôles de la direction générale de la sécurité d'État, ainsi que des allégations concernant la présence de Karim Keïta le jour où le corps de Birama Touré aurait été déplacé.

Les récents développements, tels que l'émission d'un mandat d'arrêt international contre Karim Keïta et l'arrestation de l'ex-directeur des services secrets maliens en lien avec cette affaire, semblent confirmer les informations recueillies par RSF et renforcer les soupçons

pesant sur l'implication de certains acteurs clés dans la disparition de Birama Touré.

Cette affaire soulève de nombreuses questions sur la liberté de la presse, l'indépendance de la justice et la protection des journalistes au Mali. RSF poursuit son enquête et plaide pour que la lumière soit faite sur le sort tragique de Birama Touré et que les responsables de sa disparition répondent de leurs actes devant la justice.

Dans le cadre de cette affaire, Karim Keïta est impliqué dans une affaire de diffamation suite à la publication d'une vidéo par RSF contenant des éléments l'accusant. Malgré cela, il n'a pas répondu aux accusations portées contre lui dans le cadre de l'enquête pénale au Mali. Un mandat d'arrêt international a été émis à son encontre par la justice malienne, mais n'a pas été exécuté. En outre, en décembre 2022, Karim Keïta a été soumis à des sanctions de la part du département du Trésor américain en lien avec son possible rôle dans le meurtre présumé d'un journaliste.

Si Karim Keïta poursuit les journalistes - Adama Dramé, directeur de publication du Sphinx, à Bamako, et Vincent Hugeux, ex grand reporter de L'Express à Paris - qui ont enquêté sur cette affaire, il n'a jamais répondu aux accusations dont il fait l'objet dans l'enquête pénale ouverte au Mali. La justice malienne avait annoncé l'émission d'un mandat d'arrêt international qui n'a jamais été exécuté. En décembre 2022, Karim Keïta a été placé sous sanctions du département du Trésor américain, notamment pour son rôle dans le meurtre présumé du journaliste. Notre aîné et confrère, Adama Dramé, contraint à l'exil en France par crainte pour sa vie.

Yacouba Ongoiba



Café des Droits de l'Homme : La leçon magistrale du Ministre Kassogué sur l'impact de la corruption



Mardi 10 Décembre, le Mali a célébré l'anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 Décembre 1948 à travers la 28ème édition de l'Espace d'Interpellations Démocratiques (EID) qui a permis aux citoyens maliens d'interpeller directement leurs gouvernants pour leur demander des comptes par rapport à leur gestion des affaires publiques et de leur soumettre leurs préoccupations. Il s'agit là d'un véritable espace de promotion de la bonne gouvernance et des Droits humains. Toujours dans la célébration de la Déclaration Universelle des droits

de l'homme, la Direction nationale des Droits de l'Homme (DNDH) avec l'appui technique et financier du projet USAID Sariya Bato ont lancé le "Café des droits de l'Homme" ce jeudi 12 décembre qui s'inscrit aussi dans cette dynamique de promotion et de protection des Droits de l'Homme et qui avait pour thème : impact de la corruption sur les droits de l'homme dont le Ministre de la Justice, Droits de l'homme et Garde des Sceaux, M. Mamoudou Kassogué a présenté la leçon inaugurale du thème.

L'espace d'échanges et de dialogue, dénommé

Café des droits de l'homme à travers les causeries-débats visent à améliorer la compréhension des droits humains par la population en abordant des thématiques essentielles telles que les droits des femmes, la lutte contre la traite des personnes, les droits des enfants, et bien d'autres car elle favorise l'information, la sensibilisation et la responsabilisation des citoyens. En donnant la parole à des experts et en impliquant les participants dans les discussions, le Café des droits de l'homme encourage une meilleure appropriation des droits humains et renforce la prévention

tion des violations. Le Café des droits de l'homme constitue donc une plateforme clé pour engager les citoyens, renforcer les capacités des acteurs locaux, et aligner les pratiques nationales sur les normes internationales en matière de droits humains. Cette initiative est en parfaite cohérence avec les missions de la Direction nationale des Droits de l'Homme (DNDH) selon les explications de son directeur M. Abdoul Karim Diarra.

Pour le Directeur de la Mission de l'USAID au Mali, M. Oghale ODDO, le Café des droits de l'homme est soutenu par le projet USAID Sariya Bato, qui se traduira par une cette série de rencontres périodiques organisée principalement à Bamako, avec des extensions dans d'autres régions selon les ressources disponibles, permettant ainsi une portée nationale et une accessibilité accrue pour les populations éloignées.

M. Mamoudou Kassougé, Ministre de la Justice, des Droits de l'Homme et Garde des Sceaux, lors de son discours inaugural au Café des Droits de l'Homme, met en lumière l'impact de la corruption sur les droits de l'homme. Il souligne que l'histoire de l'humanité est marquée par des périodes de progrès et de régressions. D'un côté, il y a une amélioration constante de l'organisation sociale, de la production, ainsi que des avancées scientifiques, techniques et technologiques visant à garantir le bien-être et l'épanouissement de l'Homme. D'un autre côté, il y a les violences, les atrocités telles que les guerres, les famines, les maladies, l'exploitation, l'avi-lissement de l'Homme, l'appropriation et la destruction des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement, etc.

Face à ces défis et menaces qui pèsent sur l'humanité, il est impératif de maintenir la paix, la justice, de protéger la dignité humaine

et de favoriser son épanouissement. C'est dans cette optique que les Droits de l'Homme ont été établis à travers l'adoption de divers documents tels que des déclarations, des pactes, des chartes, ayant pour objectif de promouvoir la paix, la justice, et de protéger la liberté et la dignité de chaque individu.

Ces textes reconnaissent à chaque individu un ensemble de droits fondamentaux, essentiels à sa survie et à son épanouissement. Ces droits se distinguent par leur caractère universel, inaliénable, indivisible et interdépendant.

Il s'agit notamment des :

- Droits civils et politiques : droit à la vie, à l'intégrité physique, à la libre circulation, droit à un procès équitable, à la présomption d'innocence, droit de vote, libertés de pensée, de conscience, d'opinion, d'expression, de presse,



d'association, etc.

- Droits économiques, sociaux et culturels : droit au travail, à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, à l'eau potable, à un niveau de vie décent, droit de participer à la vie culturelle de son pays.

- Droits de solidarité : droit à un environnement sain, droit au développement, droit à la paix, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit au respect du patrimoine commun de l'humanité. La réalisation de ces droits incombe aux individus, aux groupes sociaux et aux États, avec l'ONU comme garant.

Pour concrétiser ces droits essentiels au bonheur de l'Homme et à la stabilité mondiale, des ressources financières, matérielles, humaines, ainsi que la paix et la sécurité sont nécessaires. À l'échelle des États, chaque pays doit organiser son système politique, économique et social en fonction de ses réalités et de ses orientations.

Impact de la corruption sur les Droits de l'Homme

Dans un contexte normal, les richesses et ressources produites directement ou à travers les partenariats devraient suffire pour couvrir les besoins essentiels de l'Homme à court, moyen ou long terme en exécution des budgets votés chaque année et qui couvrent tous les secteurs d'activités et tous les domaines de la vie.

Malheureusement, dans de nombreux pays, ces ressources et richesses ne sont pas équitablement réparties et font l'objet de détournements qui se réalisent à travers l'atteinte aux biens publics par vol, abus de confiance, escroquerie, faux, usage de fausses et autres malversations, la corruption, la concussion, le favoritisme, l'abus de biens sociaux, le blanchiment de capitaux et la prise illégale d'intérêt, entre autres. La question fondamentale qui se pose est de savoir quel est l'impact réel de ces détournements, donc de la corruption, sur les Droits de l'Homme. Une autre question concerne les actions à entreprendre pour promouvoir et protéger les Droits de l'Homme.

En ce qui concerne l'impact de la corruption sur les Droits de l'Homme, M. Mamoudou Kassogué, Ministre de la Justice, des Droits de l'Homme et Garde des Sceaux, explique qu'il est de notoriété publique que la corruption dé-



truit tout ce qu'elle touche. Les détournements de deniers publics ont des conséquences néfastes sur l'Homme, la société et l'État. Ainsi, à cause de la corruption, l'État voit sa crédibilité et sa légitimité affectées, la société voit ses repères et ses valeurs bafoués et l'individu ainsi que les groupes d'individus voient la réalisation de leurs droits hypothéquée.

L'impact de la corruption sur la paix et la sécurité ; la qualité des ressources humaines (recrutements) ; les projets de développement

(routes, agriculture) ; l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'alimentation ; le secteur minier ; la santé ; l'éducation ; l'environnement (déforestation, dégradation du sol, empoisonnement des cours d'eau, pollution de l'air, ...) ; le domaine du foncier : accès à la terre, au logement, inondations ; la croissance économique ; l'exacerbation des inégalités ; la confiance des citoyens ; l'efficacité des institutions ; le processus électoral.

Bokoum Abdoul Momini



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**

Sommet de la CEDEAO à Abuja : Les Chefs d'État se penchent sur les enjeux régionaux



Les Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se réunissent lors de la Soixante-sixième session ordinaire de la Conférence à Abuja, au Nigeria, le dimanche 15 décembre 2024. Présidée par Son Excellence Bola Ahmed Tinubu, Président de la République fédérale du Nigeria et Président en exercice de la Conférence, cette réunion a rassemblé plusieurs leaders de la région pour discuter des questions essentielles touchant la CEDEAO.

Parmi les Chefs d'État et de Gouvernement ayant participé au sommet figuraient Son Excellence Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Son Excellence Adama Barrow de la Gambie, Son Excellence Nana Addo Dankwa Akufu-

Addo du Ghana, Son Excellence Général Umaro Sissoco Embaló de la Guinée Bissau, Son Excellence Joseph Boakai du Liberia, Son Excellence Bassirou Diomaye Diakhara Faye du Sénégal, Son Excellence Dr. Mohamed Juldeh Jalloh de la Sierra Leone, ainsi que des représentants de la République du Bénin, de la République togolaise et du Cabo Verde.

Des personnalités importantes telles que Son Excellence Omar Alieu Touray, Président de la Commission de la CEDEAO, Son Excellence Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine, et d'autres ont également pris part à cette session.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les discours de Son Excellence Bola Ahmed Ti-

nubu et de Son Excellence Omar Alieu Touray, mettant en avant l'importance des échanges et de la coopération régionale.

Au cours de cette réunion, les discussions ont porté sur des sujets variés tels que la sécurité, l'intégration régionale, l'économie et la lutte contre le terrorisme. Les Chefs d'État ont exprimé leur engagement en faveur du développement et de la stabilité de la région, soulignant l'importance de la collaboration entre les pays membres de la CEDEAO pour relever les défis communs.

Ce sommet a donc été l'occasion pour les dirigeants de la CEDEAO de renforcer les liens entre les États membres et de prendre des décisions stratégiques pour l'avenir de la région.



La prochaine session de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO promet ainsi d'être un moment clé pour le développement et la coopération au sein de la communauté ouest-africaine. Lors de la réunion des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, plusieurs points importants ont été abordés concernant l'intégration régionale et le développement économique de la région. Voici un résumé détaillé des points clés discutés :

Performance économique : La Conférence a noté une croissance économique de 3,8% à la fin de l'année 2024, en hausse par rapport aux 3,6% enregistrés en 2023. Ils ont salué la réduction des déficits budgétaires et du compte courant, ainsi que le renforcement des réserves extérieures brutes.

Préoccupations concernant l'inflation et l'endettement public des États membres :

Cependant, des inquiétudes ont été exprimées quant aux pressions inflationnistes persistantes et à l'augmentation de l'endettement public des États membres.

Réformes économiques :

Les États membres ont été encouragés à accélérer les réformes économiques, politiques et stratégiques, ainsi qu'à diversifier les

sources de revenus pour renforcer les fondements économiques et soutenir la convergence régionale nécessaire à l'adoption de la monnaie unique de la CEDEAO.

Monnaie unique de la CEDEAO (ECO):

Le Comité de Haut Niveau sur les modalités pratiques pour le lancement de l'ECO a été salué pour son travail et les importants consensus atteints. Les critères de sélection des États membres candidats à l'ECO ont été adoptés, et la Commission de la CEDEAO a été chargée d'intégrer ces critères dans le Protocole de l'Accord de l'Union monétaire de la CEDEAO en collaboration avec l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO).

La Conférence a approuvé les recommandations des rapports annuels et a souligné l'importance de poursuivre les réformes économiques, politiques et stratégiques pour renforcer l'intégration régionale et consolider la paix et la sécurité dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. La Conférence a pris des décisions importantes concernant la mise en œuvre des réformes et des institutions nécessaires au lancement de l'ECO, la monnaie unique de la CEDEAO. Elle encourage les Banques Centrales et les États membres à verser leurs contributions financières pour rendre opérationnelles ces institutions dès que la

date de lancement de l'ECO sera confirmée. Les Chefs d'État appellent à une intensification des efforts pour respecter les délais fixés.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition, la Conférence se félicite des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Politique Agricole de la CEDEAO (ECOWAP) pour garantir la sécurité alimentaire. Elle demande à la Commission de mettre en œuvre rapidement la Stratégie régionale pour le développement de l'élevage et la sécurité des systèmes pastoraux, l'Initiative régionale d'autosuffisance en riz et d'intégrer le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique au Plan d'action 2026-2035.

Concernant le développement des corridors régionaux, des avancées ont été notées dans la réalisation de l'autoroute du Corridor Abidjan-Lagos et dans la liaison maritime Praia-Dakar. La Conférence encourage la mobilisation des fonds nécessaires pour ces projets auprès de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO, de la Banque Africaine de Développement et d'autres partenaires.

Enfin, la Conférence aborde la question du transport aérien, mais le texte fourni semble incomplet. N'hésitez pas à me fournir la suite pour que je puisse vous apporter des informations complètes à ce sujet.

La Conférence a pris des mesures significatives pour réduire les coûts élevés du transport aérien dans la région de la CEDEAO afin de favoriser la croissance de l'industrie aérienne et de soutenir le programme d'intégration économique régionale. L'adoption de l'Acte additionnel relatif à la politique régionale commune sur les redevances, taxes et droits de l'aviation vise à réduire les coûts des services de transport aérien dans l'espace CEDEAO.

La stratégie régionale approuvée comprend une réduction de 25 % des redevances passagers et de sécurité, ainsi que la suppression des taxes non liées au transport aérien, conformément aux principes et procédures de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Ces mesures visent à garantir la transparence et une tarification appropriée des services de transport aérien, en conformité avec les normes internationales.

De plus, la Conférence a également adopté un Règlement établissant un cadre commun de sûreté aérienne et a augmenté le taux d'indemnisation des passagers refusés à l'embarquement sur un vol. Ces actions visent à améliorer la sécurité et le confort des passagers voyageant dans la région de la CEDEAO.

La Commission a été chargée de coordonner et de contrôler l'application uniforme de ces mesures dans tous les États membres, ainsi que de veiller à ce que les compagnies aériennes respectent les obligations de réduction des coûts pour que tous les citoyens de la Communauté puissent en bénéficier.

En ce qui concerne le gazoduc Afrique Atlantique, la Conférence a approuvé l'appellation du projet de gazoduc ouest-africain en tant que Projet de Gazoduc Afrique Atlantique (PGAA). Cette initiative vise à répondre au déficit énergétique et au besoin croissant d'industrialisation de l'espace CEDEAO. La Conférence a chargé le Président de la Commission de finaliser la signature officielle de l'Accord intergouvernemental avant juin 2025 et a appelé les partenaires au développement et le secteur privé à soutenir financièrement ce projet crucial.

La Conférence a souligné l'importance de lever les obstacles à la libre circulation des marchandises dans la région pour favoriser l'intégration économique et le développement régional. Les Chefs d'État et de Gouvernement ont exprimé leur préoccupation concernant la persistance des barrages routiers illégaux le long des corridors routiers régionaux, qui en-

travent la libre circulation des personnes et le développement du commerce intracommunautaire. Ces barrages représentent une menace sérieuse pour la mise en œuvre effective du Protocole sur la libre circulation, du Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO, ainsi que des avantages découlant de l'Accord de libre-échange continental africain.

La Conférence encourage les États membres, en collaboration avec la Commission, à sensibiliser et renforcer les structures institutionnelles pertinentes afin d'améliorer l'appropriation et la mise en œuvre des textes régionaux relatifs à la libre circulation des marchandises dans l'espace CEDEAO.

La Conférence et les Initiatives Régionales

De plus, la Conférence charge la Commission de mettre en place un Observatoire régional de la libre circulation, du commerce et du transport pour surveiller et signaler les obstacles et les défis, facilitant ainsi la prise de décisions éclairées. Elle appelle les autorités en charge du contrôle des frontières et de la sécurité sur les corridors de la Communauté à prendre des mesures renforcées pour faciliter le commerce international et le transport,





tout en veillant au respect du Protocole sur la libre circulation des personnes et des biens, par lequel la CEDEAO est reconnue au niveau international.

En outre, la Conférence se félicite de la ratification de l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) par quatorze États membres de la CEDEAO, et encourage l'accélération du processus de ratification par l'État membre restant.

La Conférence appelle également les États membres à soumettre à la Commission les listes d'engagements en suspens concernant le commerce des services, en vue de les consolider et de les transmettre ensuite au Secrétariat de la ZLECAF en tant que bloc régional. Elle insiste sur la nécessité de mettre en œuvre efficacement la stratégie de la CEDEAO pour la mise en œuvre de la ZLECAF.

Engagement envers la Paix, la Sécurité et la Démocratie

Concernant la paix, la sécurité et la démocratie dans la région, la Conférence se réjouit de l'engagement continu des États membres en faveur des valeurs et principes communautaires relatifs à la démocratie, à la bonne gouvernance et au dialogue. Elle salue les efforts déployés par les États membres et la Commission de la CEDEAO pour renforcer la démoc-

ratie, la paix, la sécurité et la stabilité régionales.

Enfin, la Conférence se félicite du déroulement récent d'élections législatives et générales réussies, crédibles et pacifiques au Sénégal et au Ghana, respectivement.

Consultations en cours pour la re-programmation des élections en Guinée-Bissau :

Ils ont noté que des consultations sont en cours entre les acteurs politiques en Guinée-Bissau afin de convenir de nouvelles dates et cadres pour la tenue des élections reportées. Cela démontre une volonté de résoudre les problèmes politiques de manière pacifique et démocratique.

Défis à la sécurité et à la stabilité dans la région :

La Conférence exprime son inquiétude face aux défis persistants liés à la sécurité et à la stabilité dans la région, notamment en raison des activités des groupes armés terroristes, des extrémistes violents, de la criminalité transnationale organisée et des autres menaces qui mettent en péril la vie des populations et la sécurité des biens.

Condamnation du déploiement de

technologies dangereuses par les groupes armés :

La Conférence condamne le recours croissant par les groupes armés terroristes et d'autres réseaux criminels à des technologies dangereuses et à des systèmes d'armes autonomes. Cela souligne la nécessité de lutter contre la prolifération d'armes et de technologies destructrices dans la région.

Montée de la désinformation et des fausses informations :

La Conférence exprime également son inquiétude quant à la propagation de la désinformation et des fausses informations, qui peuvent semer la méfiance et affaiblir les valeurs et les normes régionales. Cela souligne l'importance de promouvoir une information fiable et de lutter contre la manipulation de l'opinion publique.

Décisions prises par la Conférence

:

La Conférence a pris des décisions concernant la démocratie et la bonne gouvernance, notamment en félicitant la Commission pour son soutien aux États membres dans l'organisation d'élections crédibles et pacifiques. Elle encourage également la Commission à continuer à accompagner les États membres dans la

préparation des élections à venir en 2025 pour garantir des résultats démocratiques et le maintien de la stabilité régionale.

Le passage partagé met en lumière les avancées positives, les défis persistants et les mesures prises pour promouvoir la paix, la démocratie et la stabilité en Afrique de l'Ouest. Ces éléments soulignent l'importance de la coopération internationale et des actions concertées pour relever les défis sécuritaires et politiques dans la région. La déclaration souligne l'importance du respect des engagements pris dans le cadre des pactes de paix signés avant les élections et encourage toutes les parties prenantes à recourir aux voies légales pour résoudre tout litige découlant des élections. Cela vise à renforcer les traditions démocratiques et la stabilité des pays concernés.

Pour la Guinée, la Conférence appelle les autorités guinéennes à accélérer la mise en œuvre de la feuille de route pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel de manière inclusive et participative.

Assistance aux pays d'Afrique de l'Ouest

Elle charge également la Commission d'aider la Guinée à mobiliser des partenaires pour obtenir les ressources nécessaires à la transition vers l'ordre constitutionnel. Une mission de haut niveau sera déployée pour discuter avec les autorités et les acteurs politiques afin d'accélérer cette transition.

En ce qui concerne la Guinée-Bissau, la Conférence prend note du report des élections législatives et encourage les acteurs politiques à privilégier le dialogue inclusif pour convenir des nouvelles dates électorales et des modalités consensuelles pour leur déroulement. Une mission politique de haut niveau sera envoyée pour soutenir ces efforts et assurer un soutien technique pour la réussite du cycle électoral, ainsi que pour la promotion de la paix et de la stabilité.

Le Sénégal est félicité pour le déroulement pacifique des élections législatives et pour avoir atteint la parité hommes-femmes à l'Assemblée nationale. Les parties prenantes sont encouragées à renforcer la culture démocratique et la stabilité du pays, ainsi qu'à promouvoir l'équité entre les genres.

Pour la Sierra Leone, les parties prenantes sont encouragées à poursuivre la mise en

œuvre de l'Accord pour l'unité nationale et des recommandations du Comité tripartite de bonne foi. Il est recommandé de résoudre les différends par un dialogue pacifique et inclusif pour désamorcer les tensions.

Il est primordial pour ces pays de respecter les engagements démocratiques, de favoriser le dialogue inclusif et de recourir aux voies légales pour résoudre les litiges électoraux, afin de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. La Conférence a donné des instructions claires à la Commission pour continuer à soutenir le gouvernement et le peuple de Sierra Leone dans la mise en œuvre des engagements en faveur de la consolidation de la démocratie, de la paix et de la stabilité. Cela se fera notamment à travers des visites régulières de suivi effectuées par des garants moraux internationaux pour évaluer l'avancement de la mise en œuvre des accords.

Concernant la décision de la République du Mali, de la République du Niger et du Burkina Faso de se retirer de la CEDEAO, la Conférence a salué les dialogues diplomatiques menés par les différents acteurs, y compris les co-facilitateurs de la CEDEAO et les autres États membres qui ont travaillé pour empêcher le



retrait des trois pays. La période de transition a été fixée du 29 janvier au 29 juillet 2025, pendant laquelle les portes de la CEDEAO resteront ouvertes au retour des trois pays.

Les co-facilitateurs ont vu leur mandat prolongé pour poursuivre leur médiation jusqu'à la fin de la période de transition, afin de faciliter le retour des trois pays. La Commission a été chargée d'initier les formalités de retrait après le 29 janvier 2025 et de mettre en place un plan de contingence couvrant tous les domaines de coopération.

Session Extraordinaire du Conseil des Ministres de la CEDEAO – 2025

Le Conseil des Ministres est appelé à convoquer une Session extraordinaire au cours du deuxième trimestre 2025 pour examiner et adopter les modalités de séparation et le plan de contingence concernant les relations politiques et économiques entre la CEDEAO et les trois pays concernés.

Engagement envers la démocratie et la bonne gouvernance

La Conférence a réaffirmé son engagement envers la démocratie et la bonne gouvernance, en condamnant tout pouvoir obtenu ou maintenu par des moyens anticonstitutionnels. Elle a réitéré sa demande de libération inconditionnelle du Président nigérien déchu, S.E. Mohamed Bazoum.

Lutte contre le terrorisme

La lutte contre le terrorisme est une priorité essentielle pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et ses États membres. La Conférence réaffirme son engagement à éradiquer le terrorisme dans la région et reconnaît les efforts soutenus des États membres pour lutter contre cette menace.

Plan d'action contre le terrorisme

La Conférence a donné des instructions claires à la Commission de la CEDEAO pour mettre en œuvre le Plan d'action 2020-2024 sur l'éradication du terrorisme, en mettant notamment l'accent sur l'activation de la force de lutte contre le terrorisme. Il a été demandé au Président de la Commission d'organiser rapidement une réunion des Ministres des Fi-

nances et de la Défense afin de définir les modalités de financement de cette force.

Collaboration régionale

La Commission a été chargée de réexaminer le Plan d'action actuel en urgence afin de le renforcer et de le prolonger, en prenant en compte l'évolution du contexte sécuritaire régional. La collaboration avec les membres de l'Association des États sahélo-sahariens (AES) dans la lutte contre le terrorisme et les efforts humanitaires a également été encouragée.

Opérations de soutien à la paix

En ce qui concerne les opérations de soutien à la paix, la Conférence a salué l'impact significatif de la Mission de la CEDEAO en Gambie (ECOMIG) et de la Mission d'Appui à la Stabilisation de la CEDEAO en Guinée-Bissau (MASGB) dans les efforts de stabilisation dans ces États membres. Les pays contributeurs de troupes et de personnel de police ont également été remerciés pour leur soutien continu à ces opérations.

Renforcement des forces de défense et de sécurité

La Conférence a noté les efforts des États membres pour ajuster leurs effectifs et renforcer leurs forces de défense et de sécurité, tout en les encourageant à intensifier ces efforts. Ces mesures visent à renforcer la capacité des États membres à faire face aux défis sécuritaires et à garantir la paix et la stabilité dans la région de la CEDEAO.

La Conférence de la CEDEAO : Renforcement de la coopération régionale

La Conférence a réitéré son instruction à la Commission de déployer une mission pour évaluer les implications financières de l'ECOMIG et de la MASGB en Gambie et en Guinée-Bissau, en tenant compte des situations sécuritaires et politiques actuelles. Elle a également félicité les États membres pour leur engagement en faveur de la stabilisation de la République de Sierra Leone et pris note de l'appel de la Sierra Leone à la révision des attributions de la Mission de sécurité de la CEDEAO proposée. De plus, la Conférence a adopté la décision de créer un Tribunal spécial pour la Gambie chargé de poursuivre les vio-

lations des droits de l'homme et des crimes internationaux commis entre 1994 et 2017.

Soutien humanitaire et sécuritaire

Concernant la situation humanitaire, la Conférence a salué les actions humanitaires de la Commission et a instruit le Président de la Commission de renforcer l'alerte précoce multirisque, d'accroître le soutien pour éviter une aggravation des défis humanitaires et sécuritaires, et de renforcer l'aide humanitaire dans la région du Sahel.

Renforcement institutionnel et coordination

Au niveau institutionnel, la Conférence a approuvé les conclusions de la 92ème session ordinaire du Conseil des Ministres et a exprimé des préoccupations concernant le non-reversement du prélèvement communautaire par les États membres. Elle a décidé de mettre en place un Comité de haut niveau pour coordonner les efforts des États membres en vue du paiement de leurs prélèvements.

Coopération internationale et reconnaissance

En matière de coopération internationale, la Conférence a approuvé la candidature de la République fédérale du Nigéria au poste de membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Enfin, la Conférence a exprimé sa gratitude aux partenaires au développement pour leur soutien à la Communauté dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'intégration régionale.

Célébration du Jubilé d'or de la CEDEAO

La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO a confirmé la célébration du Jubilé d'or marquant les 50 ans de l'organisation. Les activités commémoratives se dérouleront dans tous les États membres, avec une emphase particulière sur le Ghana en tant que point de départ, avant de culminer au Togo en 2025. Le Nigéria, en tant que pays abritant le siège de la CEDEAO et avec le Général Yakubu Gowon comme seul Père fondateur encore en vie, occupera une place spéciale dans ces célébrations.

Arouna Sidibé

Union contre la menace des militaires au pouvoir : Réaction du Premier ministre Maiga

Lors d'une récente réunion des Parties signataires de la déclaration commune du 31 mars 2024, le Professeur Ali Nouhoum Diallo a lancé un appel vibrant aux acteurs politiques maliens, les exhortant à s'unir contre la menace que représenterait la création d'un parti politique par les militaires au pouvoir. Selon lui, cette situation pourrait conduire à la disparition de la classe politique actuelle au Mali.

Ces déclarations ont suscité une réponse inattendue de la part du nouveau Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maiga, connu pour ne pas réagir habituellement aux attaques des journalistes ou des acteurs politiques. Lors d'une rencontre avec la presse malienne à la Maison de la Presse, le Premier ministre a tenu à rectifier le tir en déclarant : "Personnellement, je ne réponds pas aux attaques d'un journaliste et aux propos des acteurs politiques. Mais j'ai entendu Ali Nouhoum Diallo dire à une famille politique de s'unir et que les militaires veulent créer leur parti politique. Juridiquement, cela est impossible".

Il est essentiel de souligner que cette réaction du Premier ministre fait suite aux récentes déclarations de Choguel Kokalla Maiga, ancien Premier ministre, concernant la création de multiples partis politiques sous la transition depuis 2021, allant à l'encontre des recommandations des Assises nationales de la refondation. En tant que responsable du Ministère en charge de l'Administration territoriale, chargé de délivrer les récépissés de création de parti politique, le Premier ministre s'est senti interpellé par les propos du Professeur Ali Nouhoum Diallo.

Les relations entre les militaires à la tête de la transition malienne et le Professeur Ali Nouhoum Diallo ont toujours été délicates, sans pour autant être conflictuelles. Dans une déclaration antérieure, le Professeur Diallo avait



mis en garde contre la tentation pour les militaires de s'accrocher au pouvoir et avait appelé la classe politique à résister. Il avait souligné que le peuple malien redoutait principalement les armes détenues par les militaires, n'ayant jamais été confronté à une telle situation dans son histoire récente.

Ainsi, la situation politique au Mali reste tendue avec des tensions palpables entre les acteurs politiques et les militaires au pouvoir. Le débat sur la création de partis politiques et le rôle des militaires dans la gouvernance du pays continue de diviser l'opinion publique et suscite des inquiétudes quant à l'avenir démocratique du Mali. Les propos exprimés dans le texte soulignent la relation complexe entre le peuple malien et les autorités militaires en place. L'auteur met en avant la peur du peuple malien face aux armes détenues par les généraux du CNSP, ainsi que l'importance de

l'histoire et de la tradition dans la formation de l'identité d'un peuple.

Ali Nouhoum souligne que les masses populaires, une fois éduquées et politiquement conscientes, peuvent devenir une force puissante et influente. Cela met en lumière l'importance de l'éducation politique et de l'engagement citoyen pour le développement démocratique d'un pays.

Enfin, le Pr Diallo mentionne que malgré les avancées positives récentes, il est essentiel de rester vigilant et de poursuivre dans la voie du progrès. Il insiste sur le fait que les militaires au pouvoir ne devraient pas chercher à créer un parti politique, soulignant ainsi l'importance de la séparation des pouvoirs et du respect des règles démocratiques.

Mohamed N'Diaye

Sekou Niame Bathily, porte-parole du RPM: “L’approche du nouveau PM rassure”

Le porte-parole du Rassemblement pour le Mali (RPM), Sékou Niamé Bathily estime que l’approche du Premier ministre, ministre de l’Administration territoriale et de la Décentralisation, le général de division Abdoulaye Maïga rassure et donne de l’espoir pour la suite. Il dira que depuis sa nomination à la tête du gouvernement, il est actif sur le terrain et rencontre les acteurs clés du processus dans le but de trouver des solutions aux problèmes.

Le porte-parole de l’ancien parti au pouvoir, Sékou Niamé Bathily témoignera qu’après ses visites au siège de l’EDM et au Haut conseil islamique du Mali, le nouveau PM s’est rendu au siège de l’Autorité indépendante de gestion des élections (Aige). Cette visite à l’Aige, dira-t-il, intervient quelques jours après la transmission de la lettre de cadrage du président de la Transition au gouvernement lors du conseil des ministres inaugural suite au changement de gouvernement.

Parmi les orientations du président de la Transition, figure en huitième et dernier axe la création des conditions d’organisation des élections mettant fin à la transition. Aux yeux de M. Bathily, cette visite du chef du gouvernement au siège de l’Aige s’inscrit dans cette droite ligne. En effet, selon la loi 2022-019 du 24 juin 2022 portant loi électorale au Mali en son article 5, le ministère de l’administration territoriale appuie l’Aige dans l’organisation des opérations référendaires et électorales.

Ainsi, le Premier ministre, en charge également du ministère de l’Administration territoriale et de la Décentralisation était accompagné pour l’occasion par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Réformes politiques et du Soutien au processus électoral, Mamani Nassiré pour maté-

rialiser la volonté du chef de l’État.

Pour le porte-parole des tisserands, la promptitude du Premier ministre sur le huitième axe de la lettre de cadrage du président de la Transition est à saluer. Dans la foulée, à travers

une lettre que nous (RPM) avons reçue, le ministre de l’Administration territoriale et de la Décentralisation a invité la classe politique à une rencontre le jeudi 5 décembre 2024 pour une prise de contact et des échanges autour de l’état des lieux de la révision des listes électorales, des réformes politiques et les perspectives ainsi que les questions diverses.

“Il est important de souligner en passant que la dénomination de cette rencontre entre le ministre de l’Administration territoriale et de la Décentralisation et les partis politiques doit évoluer pour éviter les confusions car depuis l’adoption de la loi électorale le 24 juin 2022, le cadre de concertation est une prérogative de l’Aige (article 4 de la loi 2022-019)”, a expliqué M. Bathily.





A l'en croire, son parti encourage la dynamique en cours en faveur d'un retour à l'ordre constitutionnel suscitée par la lettre de cadrage du président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta et la promptitude du Premier ministre, le général de division Abdoulaye Maïga.

A l'Aïge de saisir cette opportunité et de jouer pleinement son rôle. "Nous restons vigilants

pour la suite et espérons que le Programme d'action gouvernemental du Premier ministre autour des orientations du président de la Transition fournira plus de détails et nous permettra d'avoir un calendrier électoral clair et précis", soulignera-t-il.

M Bathily reste convaincu que nous devons aller vite car une transition n'a d'autre objectif

que de remettre les institutions en place pour le fonctionnement régulier de l'Etat. "Nous avons tous intérêt à relever le défi de l'organisation des élections libres, transparentes et apaisées", a-t-il conclu.

Ibrahima Ndiaye
Source: Mali Tribune

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74% Malikilé
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Retrait de la licence de Joliba TV par la HAC : le vrai enjeu



Le droit de savoir du citoyen est un déterminant majeur de la redevabilité des gouvernants vis-à-vis des gouvernés et donc de l'exercice du droit de contrôle des seconds sur les premiers. Ce retrait de la licence de Joliba TV prive nos compatriotes de ce droit de savoir et de contrôle sur la gestion des affaires publiques. Son vrai enjeu donc : une gouvernance en dehors de tout contrôle citoyen, de toute redevabilité des gouvernants vis-à-vis des gouvernés.

Si ce retrait prospère, pour exister, les organes de presse seront désormais obligés de s'auto-censurer dans la livraison d'informations objectives sur la situation et la gouvernance du pays. Ce sera alors le triomphe de la propagande et du mensonge à ces sujets, et in fine le règne de la pensée unique au service des

gouvernants. Peu ou mal informés, les citoyens n'auront aucune raison de s'indigner sur la situation et la gouvernance du Mali, et donc de s'engager pour les changements indispensables pour sa sortie de crise et sa refondation.

Mal fondé dans sa motivation par la HAC, ce retrait relève de la volonté de bâilonnement des maliennes et des maliens, de faire taire toute voix discordante sur la situation et la gouvernance du pays. Fondamentalement, c'est une remise en cause de la liberté d'opinion, de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, du droit de savoir des citoyens et de la redevabilité des gouvernants. Cela nous rappelle une période noire de la gouvernance de notre pays qu'on croyait définitivement révoquée, la dictature militaire du Général Moussa

Traoré. A titre d'exemples, notre jeunesse doit savoir que pour avoir simplement dit non au projet de Constitution de 1974 du Général Moussa Traoré, des citoyens maliens ont subi les pires tortures dans de sinistres bagnes du régime. Que de nombreux maliennes et maliens ont été mis à mort ou embastillés dans des conditions atroces pour avoir simplement joui des libertés fondamentales et/ou exigé le respect des droits universels de tout citoyen.

JEUNES DU MALI, EST-CE POUR LE RETOUR A CE MALI DU GENERAL MOUSSA TRAORE QUE VOUS VOUS BATTEZ ? OU LE SENS DE VOTRE COMBAT EST-IL DE CONSERVER ET CONSOLIDER VOTRE DROIT DE SAVOIR, DE DIRE NON QUAND VOUS N'ETES PAS D'ACCORD ET D'OBLIGER LES GOUVERNANTS DE VOTRE PAYS A VOUS RENDRE COMPTE DE LEUR GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES ?

A vous de savoir ce que vous voulez. A vous de savoir quelles sont les valeurs sur lesquelles vous voulez que votre engagement pour le Mali soit (ou est) fondé et vous y conformez. Pesez-vous ces bonnes questions. Sortez du piège dans lequel certains ont réussi à vous enfermer depuis le début de cette transition à savoir " Êtes-vous pour ou contre la transition et ses dirigeants ? ". Ce piège vise tout simplement à personnaliser le débat politique pour mettre les vrais enjeux de la gouvernance sous le boisseau l'objectif inavoué de toutes les attaques contre les libertés fondamentales et droits universels de la personne.

Qui peut être contre la réussite de la transition dans l'absolu ? Personne, tout dépend de ce que l'on entend par transition réussie.

Transition réussie pour certains c'est la transition qui leur permet d'accéder au partage du gâteau national par la perpétuation des mauvaises pratiques de gouvernance, de jouir des privilèges du pouvoir au détriment de l'intérêt général. Puisque c'est leur tour de disposer du « galama national »,

Jolibaba JT V NEWS



il faut en user et abuser à satiété. Notre communauté de destin leur importe peu, ils sont en réalité dans la perpétuation du système qui a plongé le pays dans cette crise existentielle. Dans cette vision, la transition se résume simplement à un jeu de chaises musical entre anciens et nouveaux gouvernants et non une période charnière de passage d'un système de gouvernance décrié à un nouveau système de gouvernance salubre pour le pays.

Transition réussie pour d'autres dont moi-même, c'est une transition qui pose des bases solides à la refondation du Mali aux plans de la défense et de la sécurité nationales, de la

paix et de la réconciliation nationale, d'une rupture radicale avec les mauvaises pratiques de gouvernance sans laquelle rien d'autre ne peut réussir durablement (notamment la bonne distribution de la justice par les tribunaux et cours, une économie prospère, des conditions de vie et de travail décentes des populations, la jouissance des libertés fondamentales et des droits universels de l'homme, etc.). En bref une transition qui prend une voie irréversible de transformations structurelles profondes au plan politique, économique, sociale, scientifique et culturelle sur la base de fondations solides au bénéfice de toutes les maliennes et de tous les maliens.

C'est enfin une transition qui s'achève par des élections incontestables de dirigeants irréprochables de qualité et un retour apaisé à l'ordre constitutionnel normal.

Derrière les proclamations sur la situation et la gouvernance du Mali, sachons lire la vision de la réussite de la transition en question, prenons parti en toute connaissance de cause pour cette seconde vision de la gouvernance de notre pays et engageons-nous fortement pour sa réalisation.

Konimba Sidibé, ancien ministre



COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur) :**

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

13^{ème} édition du Salon International de l'Artisanat pour la Femme : Une délégation du Mali à Niamey



Le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme du Mali, Monsieur Mamou DAFFÉ, accompagné d'une délégation d'artisans maliens, participe activement à la 13^{ème} édition du Salon International de l'Artisanat pour la Femme (SAFEM) qui a débuté le vendredi 6 décembre 2024 à Niamey, au Niger. Cet événement est placé sous le Haut Patronage de Son Excellence, le Général de Brigade Abdouraha-

mane Tiani, Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), Chef de l'État du Niger.

Le Mali et le Burkina Faso ont été désignés comme les pays invités spéciaux de cette édition du SAFEM, renforçant ainsi les liens entre les peuples de l'Afrique de l'Ouest. Le thème de cette édition est axé sur "Booster l'innovation technologique des micros, petites et

moyennes entreprises artisanales pour la promotion de la propriété intellectuelle et la consommation des produits locaux".

Le Salon International de l'Artisanat pour la Femme est l'une des plus importantes manifestations commerciales biennales dédiées à l'artisanat africain. Son objectif premier est de promouvoir et de développer le marché de l'artisanat pour les femmes et par les femmes, mettant en avant l'importance de la créativité artisanale et la valorisation des produits locaux.

La participation du Mali à cet événement illustre l'engagement du pays en faveur du développement de l'artisanat et de la promotion des talents locaux. Cette présence à la SAFEM offre une opportunité unique aux artisans maliens de faire connaître leurs créations et de tisser des partenariats au niveau régional et international, contribuant ainsi à dynamiser le secteur artisanal et à renforcer les échanges culturels entre les pays participants.

Arouna Sidibé



Coopération Chine-Afrique : Décryptage de trois journalistes africains



CGTN Français a convié des journalistes africains autour d'une table ronde dans l'émission « Décryptons la Chine moderne ». Venus de Sao Tomé et Príncipe, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, les participants à la discussion ont porté leur regard sur le 9e Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC), les résultats de la coopération Chine-Afrique en 2024 et la coopération Sud global.

L'Afrique et la Chine poursuivent une coopération exemplaire qui permet à chaque partie de tirer des bénéfices mutuels. Au cours de l'année 2024, le 9e Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) s'est tenu avec succès à Beijing, réaffirmant une volonté commune des deux parties de cheminer ensemble pour affronter les défis du développement, de la paix et du changement climatique. Pour apprécier le dynamisme des liens de coopération entre l'Afrique et la Chine, CGTN Français a donné la parole à des journalistes africains. Il s'agit d'Abel Tavares da Veiga, Fondateur et Rédacteur en chef du journal *Tela Non* de Sao Tomé et Príncipe, Souleymane Diam Sy, journaliste du quotidien *Le Soleil* au Sénégal et

Agbadou Tanguy Gildas Gahie, journaliste à l'Agence Ivoirienne de Presse en Côte d'Ivoire. La table ronde, co-présentée par les journalistes de CGTN Français Wu Mengyu et Karim Badolo, a ouvert les échanges sur le FOCAC 2024. Dans l'ensemble, les trois participants ont salué la tenue de ce grand rendez-vous diplomatique entre l'Afrique et la Chine.

Aux dires d'Abel Tavares da Veiga, la coopération sino-africaine a un impact considérable dans la marche de l'économie mondiale. À tra-

vers un cadre d'échanges comme le FOCAC, la Chine et les 53 pays africains ont leur mot à dire dans le développement mondial. Pour lui, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel agricole qui a besoin d'être mis en valeur par le biais de la modernisation du secteur. Et la Chine est un partenaire idéal dans ce processus de modernisation agricole. En prenant l'exemple de son pays, Sao Tomé et Príncipe, M. Tavares a indiqué que la Chine a contribué à la modernisation du secteur agricole. Selon





lui, la Chine applique le principe « apprendre à pêcher au lieu de donner du poisson » dans sa coopération avec l'Afrique. Cette philosophie, a-t-il dit, a laissé des empreintes visibles dans son pays à travers l'autonomisation des femmes et des initiatives de développement des secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Abel Tavares da Veiga a rappelé que l'Afrique et la Chine ont toujours entretenu des liens économiques par le biais des anciennes Routes de la Soie. De son avis, la dernière édition du FOCAC a été un succès dans la mesure où les relations diplomatiques entre les pays africains et la Chine ont été élevées au rang de partenariat stratégique.

Sur la même lancée, Agbadou Tanguy Gildas Gahie de l'Agence Ivoirienne de Presse a déclaré que les dix actions de partenariats au profit de l'Afrique pour les trois prochaines années, couvrent un large spectre de domaines allant de l'économie à la culture, en passant par la sécurité, la santé et l'environnement. « L'Action de partenariat pour les échanges humains et culturels reflète une stratégie de coopération renforcée entre la Chine et l'Afrique dans les domaines de la formation professionnelle, de l'éducation, de la culture et de l'innovation technologique. En ce qui concerne mon pays, la Côte d'Ivoire, nous espérons tirer des avantages considérables de

cette coopération multiforme avec la Chine », a souhaité M. Gahie. À l'entendre, les résultats de la coopération Chine-Afrique sont intéressants dans la mesure où la Chine finance de grands projets de développement sur le continent. « Les perspectives d'avenir de la coopération sino-africaine sont prometteuses, car la relation économique Chine-Afrique connaît une évolution remarquable. Au-delà des chiffres impressionnants des échanges commerciaux, c'est un partenariat stratégique qui se construit et qui est marqué par de nouvelles ambitions et de nouveaux défis », a laissé entendre le journaliste ivoirien.

« Retombées fort appréciables »

Pour Souleymane Diam Sy du quotidien Le Soleil au Sénégal, la 9e édition du FOCAC a été couronnée de succès avec des retombées fort appréciables au plan économique. Le fait pour la Chine de débloquer 50 milliards de dollars au profit de l'Afrique atteste, selon lui, du dynamisme de la coopération entre les deux parties. « Le plan d'action de Beijing du FOCAC (2025-2027) intègre l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de la Banque africaine de développement et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) dans le FOCAC. Il a salué le dynamisme de la coopération bilatérale entre le Sénégal et la Chine. Selon le journaliste





sénégalais, la Chine a largement contribué à accélérer le processus d'ancrage du continent dans la modernité. Son souhait, a-t-il dit, c'est de voir ce partenariat continuer et que les retombées puissent profiter aux populations. « La coopération sino-africaine est dynamique. Elle est appelée à se renforcer. Le tarif douanier zéro sur 100% des produits africains qui est déjà entré en vigueur pour une trentaine de pays et pour d'autres incessamment, constitue une belle perspective. Les consommateurs chinois ont besoin des produits africains. On doit leur faciliter l'achat de ces produits », a indiqué Souleymane Diam Sy.

À propos de la coopération Sud global, les trois confrères ont soutenu que cette configuration appelle à un équilibre dans la gouvernance mondiale. Le Sud global doit se faire entendre

et défendre ses intérêts. De l'avis de Souleymane Diam Sy, le Sud global renvoie un peu à un ordre international multipolaire et multilatéral et il est impossible de parler du développement mondial sans tenir compte des aspirations du Sud global qui est une réalité.

Un nouveau souffle contre la pauvreté

La création de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté à l'occasion du sommet du G20 marque, aux dires du journaliste ivoirien, une mobilisation sans précédent pour éradiquer ces fléaux d'ici à 2030. « L'Alliance s'est donné pour mission de renforcer la sécurité alimentaire, la lutte contre la malnutrition, de soutenir les petits agriculteurs et de promouvoir l'inclusion financière. Pour moi, l'ambition

de l'Alliance est louable », a précisé M. Gahie.

Concernant les huit actions lancées par le président chinois Xi Jinping lors du sommet du G20, Souleymane Diam Sy a soutenu qu'elles s'inscrivent dans trois initiatives majeures que sont le développement mondial, la paix mondiale et les civilisations mondiales. Pour Abel Tavares da Veiga, les huit actions proposées par le président chinois sont des initiatives structurantes, car elles visent à promouvoir le développement durable et inclusif du monde. En plus, les priorités de l'Afrique sont prises en compte dans ces actions.

Les trois journalistes ont également évoqué le rôle que doivent jouer les médias dans la promotion de la coopération Sud global. Pour eux, les médias doivent être les porte-voix de ce grand ensemble qui plaide pour une gouvernance inclusive où les intérêts de toutes les parties sont pris en compte.

À propos du 10e anniversaire du concept de la diplomatie de grand pays de la Chine, les participants à la table ronde ont unanimement reconnu le rôle du leader de la Chine dans la promotion d'un monde stable et prospère. Pour eux, la diplomatie chinoise est soucieuse de la paix et du développement dans le monde au profit d'une communauté de destin partagé pour l'humanité.

Source : cgtn.com

Maire de Houdan : Prêt à apprendre la gestion de l'urbanisation en Chine

Jean-Marie Tétart, maire de Houdan, exprime son admiration pour la manière dont la Chine maîtrise son urbanisation galopante. Il souligne l'importance des échanges entre les maires du monde entier, des échanges destinés à élaborer des solutions communes face aux défis urbains.

Source : cgtn.com



FÉMAFOOT : Formation d'une cinquantaine d'entraîneurs

Dans le cadre de son partenariat avec l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS), le Comité exécutif de la Fédération malienne de football a récemment organisé une session de formation d'entraîneurs à l'intention d'une cinquantaine de diplômés de l'INJS. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de développement du comité exécutif de la FÉMAFOOT et vise à renforcer les compétences des acteurs du football malien.

La session de formation s'est déroulée du 6 au 12 mai 2024 et a été dirigée par le directeur technique national par intérim, Ousmane

Guindo. Les 51 participants ont reçu leurs attestations lors d'une cérémonie émouvante qui s'est déroulée au siège de la FÉMAFOOT le vendredi 13 décembre dernier. Cette remise de certificats marque le début d'une nouvelle étape pour ces nouveaux techniciens, qui sont désormais prêts à mettre en pratique les connaissances acquises lors de cette formation intensive.

L'initiative a été saluée par le directeur général adjoint de l'INJS, Youssouf Karambé, qui a exprimé sa gratitude envers le Comité exécutif de la FÉMAFOOT pour son engagement en faveur du développement du football malien. En

effet, la formation des acteurs du football est essentielle pour permettre au Mali de rivaliser au plus haut niveau et de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale.

Le 1er vice-président de la FÉMAFOOT, Moussa Sylvain Diakité, a souligné l'importance de la formation continue des acteurs du football malien dans les priorités du Comité exécutif. Sous la direction de Mamoutou Touré "Bavieux", la FÉMAFOOT s'engage à offrir des opportunités de développement et de perfectionnement aux professionnels du football pour renforcer la qualité du jeu et des infrastructures sportives au Mali.

Cette session de formation d'entraîneurs marque une étape significative dans le développement du football malien. Grâce à l'engagement et à la vision du Comité exécutif de la FÉMAFOOT, le pays est sur la voie de renforcer son potentiel sportif et d'offrir de nouvelles perspectives aux passionnés de football à travers le pays.

Fatou Sissoko





**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Bélier (21 mars - 19 avril)

Le plein d'énergie. Votre passion et détermination seront à leur apogée, ce qui vous permettra de surmonter des défis importants dans votre carrière. Cependant, Mercure rétrograde pourrait créer quelques malentendus dans votre communication avec vos collègues ou proches. Assurez-vous de clarifier vos intentions. En amour, la situation est stable, mais attention à ne pas négliger les petites attentions envers votre partenaire. Les célibataires pourraient être tentés par une aventure passionnée, mais éphémère. Côté santé, attention à ne pas vous surmener : prenez des moments pour vous détendre



Taureau (20 avril - 19 mai)

Cette semaine sera idéale pour vous concentrer sur des projets à long terme. Saturne favorise la stabilité, et vous aurez l'occasion de solidifier vos bases financières ou professionnelles. Toutefois, Vénus vous encourage également à prendre soin de vos relations personnelles : une réconciliation ou une conversation profonde avec un ami ou un partenaire pourrait apporter des bénéfices émotionnels durables. Sur le plan sentimental, il est important de rester ouvert et de ne pas trop vous enfermer dans vos routines. Les célibataires auront peut-être l'occasion de croiser une personne qui partage leurs valeurs



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les Gémeaux auront une semaine dynamique et stimulante. Vous gérerez plusieurs tâches simultanément, mais votre polyvalence naturelle vous permettra de relever ces défis avec succès. Jupiter vous ouvre de nouvelles opportunités professionnelles, mais veillez à ne pas vous disperser. Côté cœur, la communication sera essentielle : vous pourriez avoir à clarifier certains malentendus avec votre partenaire. Les célibataires auront la chance de vivre des moments légers et joyeux, avec des rencontres qui pourraient aboutir à quelque chose de sérieux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cette semaine, le Cancer se concentre sur ses émotions. Vous ressentez un besoin de recentrer votre énergie sur vous-même et de vous reconnecter à vos proches. Les aspects familiaux et domestiques seront mis en avant : c'est le moment idéal pour organiser des activités avec vos proches ou pour envisager des changements dans votre environnement personnel. Sur le plan professionnel, vous serez très organisé et efficace, et vos efforts ne passeront pas inaperçus. En amour, attendez-vous à des moments tendres et affectueux, avec une bonne communication dans le couple.



Lion (22 juillet - 23 août)

Le Lion brille cette semaine, notamment sur le plan professionnel. Vous serez en mesure de mener à bien des projets ambitieux, et votre leadership naturel sera remarqué. Cependant, n'oubliez pas d'être attentif aux besoins des autres. En amour, vous êtes plus passionné que jamais, mais veillez à ne pas écraser votre partenaire par votre forte personnalité. Les célibataires seront très charismatiques et attireront facilement l'attention, mais soyez sélectif dans vos choix



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les Vierges se sentiront plus centrées sur leurs objectifs personnels cette semaine. Les astres vous encouragent à prendre du recul pour réévaluer vos priorités et fixer de nouveaux objectifs. Vous pourriez également avoir des discussions importantes concernant votre vie sentimentale : c'est le moment de clarifier vos attentes. Côté carrière, vous devrez peut-être faire preuve de patience et attendre le bon moment pour lancer de nouveaux projets. Ne vous précipitez pas



Balance (23 septembre - 22 octobre)

La Balance cherchera l'équilibre cette semaine, notamment entre sa vie professionnelle et personnelle. Vous pourriez avoir des décisions importantes à prendre concernant votre travail, mais veillez à ne pas négliger vos proches dans le processus. En amour, Vénus vous protège, et les relations amoureuses seront placées sous le signe de l'harmonie. Pour les célibataires, une rencontre significative pourrait avoir lieu cette semaine. Sur le plan financier, soyez prudent avec vos dépenses



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les Scorpions vivront une semaine d'introspection et de transformation. Vous serez amené à reconsidérer certaines de vos habitudes ou croyances, notamment dans votre vie professionnelle. Les changements peuvent sembler difficiles au début, mais ils s'avéreront bénéfiques à long terme. En amour, vous rechercherez davantage de sincérité et de profondeur dans vos relations. Les célibataires auront l'opportunité de se rapprocher d'une personne qui comprend leur sensibilité unique



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le Sagittaire sera rempli d'un désir d'aventure et d'exploration cette semaine. Que ce soit un nouveau projet ou un voyage imprévu, les astres vous encouragent à sortir de votre zone de confort. Toutefois, quelques tensions familiales pourraient survivre, veillez à faire preuve de diplomatie. Sur le plan sentimental, vous serez optimiste et enjoué, attirant ainsi des relations légères et amusantes, mais veillez à ne pas négliger vos engagements existants si vous êtes en couple



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les Capricornes seront très concentrés sur leurs objectifs à long terme cette semaine. Saturne, votre planète dominante, vous donne la discipline nécessaire pour franchir les obstacles et obtenir des résultats concrets. Côté carrière, c'est le moment idéal pour demander une promotion ou conclure des négociations importantes. En amour, vous pourriez être plus distant que d'habitude, mais cela pourrait être l'occasion de renforcer la communication dans votre couple



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les Verseaux seront sous l'influence d'Uranus, leur planète gouvernante, qui favorise l'originalité et les idées novatrices. Vous pourriez être inspiré par un nouveau projet ou une cause humanitaire. Ne soyez pas surpris si vous ressentez le besoin de sortir des sentiers battus. Côté sentimental, votre attitude indépendante pourrait créer de la distance avec votre partenaire, alors veillez à maintenir une bonne communication



Poisson (19 février - 21 mars)

Les Poissons auront une semaine marquée par l'empathie et l'émotion. Vous ressentirez une forte connexion avec votre entourage, et vous pourriez jouer un rôle de soutien pour vos proches. Côté professionnel, il est possible que vous soyez confronté à des défis, mais votre intuition vous guidera vers les bonnes décisions. En amour, c'est le moment de consolider vos liens avec votre partenaire en étant à l'écoute de ses besoins émotionnels



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Interpellation et avis aux membres du Conseil de l'opposition nationale - Réactions vives de l'opposition

1592 **Malikilé**



Le Combat de Yahya Samaké

Élections - Les élections de 2019 au Mali

Centre de Formation Professionnelle de Ségou - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

1593 **Malikilé**



Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Représentation au 1^{er} Forum Économique Panafricain de l'Union Africaine - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

1594 **Malikilé**



Justice internationale - Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Prise en compte des centres de réfugiés de l'étranger - L'Union CEEA, une opportunité pour le développement

Politique sectorielle de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

1595 **Malikilé**



Un tissu de mensonges?

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Gala de levée de fonds pour lutter contre la désignation - Une Initiative de Rotary Bouaké Assani et de l'Association Espoir en Rouge

1596 **Malikilé**



La rançon de la quête de souveraineté

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

1597 **Malikilé**



Prisonniers - Pâchétique Chaguel!

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Visite diplomatique de l'ambassadeur au Mali - Le ministre Diop rencontre son homologue des Émirats Arabes Unis

1598 **Malikilé**



Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Conseil Assani reçoit en audience l'ambassadeur russe (SPASSI)

1599 **Malikilé**



Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique?

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23